

Pour réclamer un logement à Béchar

Un sexagénaire
s'immole par le feu

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Avec près de 60% des entreprises en cessation d'activités

Le secteur du bâtiment en crise

La situation est plus que morose dans le secteur du BTP en Algérie à cause de la crise politique à laquelle est confronté le pays depuis plusieurs mois. Les coups durs essuyés par le secteur tout au long de cette période ont poussé presque 60% des entreprises du secteur à mettre la clef sous le paillason.

Page 2



Accord d'association Algérie-U.E : 14 ans

Comment ^{après} redresser un
partenariat déséquilibré ?



Par Saâd Taferka

Malgré l'effort de diversification des échanges commerciaux que l'Algérie a accomplis au cours des 15 dernières années, les pays du territoire de l'Union européenne sont classés en haut du podium. Pour les sept premiers mois de l'année 2019, la valeur des échanges avec ce pôle représente, selon les statistiques établies par l'administration des Douanes, 57% de la valeur globale des échanges que l'Algérie a effectués avec les autres pays du monde.

En termes de montants financiers, ce taux correspond à une valeur de 27,12 milliards de dollars, contre 29,61 mds de dollars pour la même période de l'année 2018. Les exportations algériennes, essentiellement les hydrocarbures, vers le territoire de l'Union européenne, représentent 61,11% de l'ensemble des exportations de notre pays, tandis que les importations à partir de cette zone représentent 53,32% de l'ensemble des importations effectuées par l'Algérie. Ces deux flux, exportations et importations, ont subi de légères baisses au cours des sept premiers de l'année en cours par rapport à l'année dernière. Ces baisses s'établissent respectivement à 11,19% et 5,62%. Dans l'ensemble du territoire de l'UE, quatre pays sont considérés comme les principaux partenaires de l'Algérie. Il s'agit de la France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Curieusement, parmi toutes les «circonstances aggravantes» qui entourent la crise des recettes extérieures que vit l'Algérie depuis cinq ans, l'accent n'a pas été suffisamment mis sur le démantèlement tarifaire des produits d'origine du territoire de l'Union européenne couverts par l'Accord d'association Algérie-UE. Ce dernier, signé en 2002 et entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005, dispose que des quantités de produits importés de l'UE devaient bénéficier de franchises douanières de manière progressive - les listes sont établies annuellement- jusqu'à l'instauration de la zone de libre-échange en 2020. Cette échéance a été trouvée d'un commun accord, lors d'une nouvelle négociation en 2010, à la place de l'échéance initiale de 2017, fixée à la hâte à l'issue des premières négociations.

Page 4

Aïn Témouchent

73 harraga interceptés

Page 24



Avec près de 60% des entreprises en cessation d'activités

Le secteur du bâtiment en crise

La situation est plus que morose dans le secteur du BTP en Algérie à cause de la crise politique à laquelle est confronté le pays depuis plusieurs mois. Les coups durs essuyés par le secteur tout au long de cette période ont poussé presque 60% des entreprises du secteur à mettre la clef sous le paillason.



Par Karima Nacer

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), est l'un des véritables piliers de l'économie et de sa croissance. Actuellement, avec la crise politique qui persiste, tous les indicateurs sont au rouge pour ce secteur. Les coups durs essuyés par le secteur tout au long de sept mois, ont poussé les responsables de la Confédération des industriels algériens à tirer la sonnette d'alarme sur un secteur stratégique en stagnation.

Abdelwahab Ziani, président de la Confédération des industriels algériens, est revenu sur les graves répercussions de la crise politique sur le secteur économique, en général, et celui

du bâtiment et des travaux publics, en particulier, amenant de nombreuses entreprises à cesser leurs activités. M. Ziani qui intervenait hier sur les ondes de la Chaîne III, de la Radio nationale, note que plus de la moitié des entreprises du BTP ont été contraintes de cesser leurs activités, jetant à la rue un très grand nombre de leurs salariés. «Sans carnet de commandes, ces dernières sont en train de licencier à tour de bras», signale-t-on.

«Nous mesurons le degré de l'essor économique par la situation du bâtiment. Lorsque le bâtiment va, tout va», rappelle Abdelwahab Ziani. Malheureusement, ce n'est pas le cas dans notre pays. Le professionnel du secteur indique que la situation va en empirant.

Il constate «presque 60% des entreprises du secteur ont arrêté leurs activités, ou sont sur le point de le faire, faute, dit-il, d'avoir trouvé un interlocuteur pour les écouter. Une situation traduite par des «chantiers à l'arrêt», une «chute de 20% de la demande en matériaux de construction», «une baisse des ventes des cimenteries estimée à 40%».

Pour l'intervenant, la crise n'est pas économique, «elle est politique». Plus explicite, il considère que c'est la politique qui influe totalement sur l'économique.

Si le secteur du bâtiment continue sur cette tendance et la crise politique et économique persiste, le taux de chômage risquera de grimper encore plus et la réalisation des projets de

logements lancés dans le secteur du bâtiment risquent encore de s'éterniser.

Interpellé par la radio Chaîne III, sur la question, le PDG d'une cimenterie privée, Abdenour Souakri, affirme que ses ventes ont chuté de 40%. Il fait savoir que sa société est en train de gérer cette situation délicate en fonction de l'évolution du marché. Il dit que son entreprise compte sur les pouvoirs publics pour une facilitation de placement de sa production à l'exportation. Par ailleurs, le PDG du groupe Service portuaire, Djelloul Achour, déclare qu'en dépit d'une période délicate, l'activité d'importation de matériaux de construction se passe normalement.

K.N.

Pour promouvoir le système éducatif

Les enseignants appelés à faire preuve de persévérance

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a invité, samedi à Alger, les enseignants à faire preuve d'abnégation et de persévérance pour promouvoir le système éducatif face aux défis de l'heure.

Intervenant lors d'une cérémonie à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, célébrée le 5 octobre au lycée des Mathématiques en présence de nombre de ministres, M. Belabed a précisé que «les mutations dictées par la mondialisation nous incitent à développer le système éducatif afin de hisser le rendement scolaire et pédagogique et permettre ainsi à l'Algérie de faire face aux défis, de préserver le patrimoine national et d'être au diapason des progrès en cours».

«Cet hommage rendu aux enseignants traduit l'intérêt accordé au savoir et aux savants», a-t-il estimé, exhortant la famille éducative à contribuer au «développement de la personnalité de l'élève et la promotion de ses compétences mentales et physiques», en vue de lui «inculquer l'amour de la patrie

esprit patriotique et lui apprendre à respecter les symboles et les institutions du pays pour qu'il se consacre au service de sa patrie avec dévouement».

Dans ce sens, le ministre a relevé la détermination de son département à «régulariser les situations pédagogiques et scolaires, et résoudre les problèmes d'ordre socio-professionnel en concertation avec le partenaire social», d'autant que le dialogue demeure «le seul moyen» de résoudre les contentieux, a-t-il déclaré, saluant, à cet effet, le rôle des 15 syndicats oeuvrant à la stabilité du secteur, en leur qualité de «force de proposition et d'accompagnement».

Dans un autre contexte, M. Belabed a mis en valeur la clairvoyance de l'Institution militaire, à sa tête le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), en considération de ses engagements pour protéger le pays et préserver sa stabilité.

A une question sur le dossier des oeuvres sociales, le ministre a fait remarquer que son

département s'attelle à faire bénéficier l'ensemble des membres du corps éducatif de ces services, faisant état d'un projet d'arrêté interministériel en cours d'élaboration à ce sujet.

Imputant le manque d'encadrement en professeurs de français relevé dans certains établissements scolaires au «retard» accusé par quelques enseignants à rejoindre leurs postes ou aux «congrès de maladies», le ministre a rassuré que son département avait pris toutes les mesures nécessaires pour rattraper ce retard.

Abordant le sit-in organisé, aujourd'hui, par un groupe d'élèves du lycée des Mathématiques, M. Belabed a qualifié le mouvement d'«ordinaire», car étant une opportunité pour soulever les préoccupations axées essentiellement sur l'amélioration des conditions d'hébergement et de restauration, relevant à ce propos l'élaboration, par son département, de textes réglementaires à même de redonner à cet établissement «une autre image».

R. T.

Ils ont tenu un rassemblement Colère des pharmaciens à Tizi Ouzou

Des pharmaciens ont organisé hier un rassemblement devant le siège de la wilaya de Tizi Ouzou à l'appel du bureau local du Syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo) pour exiger «le respect de la réglementation en vigueur dans l'octroi des autorisations pour l'implantation de nouvelles officines», a-t-on constaté.

A l'appel du syndicat, les pharmaciens rassemblés devant la cité administrative ont dénoncé «la politique de deux poids, deux mesures appliquée par l'administration locale dans l'octroi d'autorisations d'ouverture de pharmacies» et exigé «le respect de la réglementation en vigueur».

«Plusieurs pharmaciens ont bénéficié d'autorisations d'ouverture de la part de l'administration locale, représentée par la direction de la santé et de la population (DSP), en infraction à la réglementation en vigueur régissant cette démarche, notamment le respect de la distance réglementaire de 200 mètres entre deux pharmacies et du ratio d'une pharmacie pour 4 500 à 5 000 personnes exigé par le numerus clausus de la profession», a souligné Mouloud Smaïli, responsable local du Snapo.

«Il y a eu des ouvertures sans demande ni dossier soumis à la commission locale chargée de l'établissement de la carte sanitaire» au sein de laquelle siègent la DSP, le Conseil national de l'ordre des pharmaciens (Cnop) et le Snapo, a-t-il relevé, citant l'exemple de deux pharmacies, l'une à Fréha et l'autre à Boghni (respectivement à 37 km à l'est et 59 km au sud de Tizi Ouzou).

S'agissant du cas de la pharmacie ouverte à Fréha, en mai 2017 sur décision de la DSP, M. Smaïli a indiqué qu'elle s'est effectuée «en violation de la réglementation vu que le pharmacien, qui est classé 7^{ème} sur la liste des pharmaciens en attente d'autorisation, n'est même pas inscrit au Cnop local et aucun dossier n'a été déposé au niveau de la commission locale».

Pour celle de Boghni, le responsable du Snapo a évoqué «un fait inédit en Algérie avec l'ouverture d'une pharmacie à seulement quatre mètres d'une autre déjà existante faisant fi de tous les mécanismes et dispositions réglementaires régissant l'ouverture de nouvelles officines», assurant que son organisation a saisi à maintes reprises l'administration au niveau local et central sur ces cas.

Des pharmaciens présents sur place ont dénoncé une situation qui pénalise et le pharmacien et le malade, assurant que «la proximité entre deux pharmacies réduit leur marge de bénéfice» et, partant, ont-ils expliqué, réduit «leur capacité financière à se constituer des stocks et à assurer la disponibilité des médicaments», indiquant qu'actuellement, la moyenne au niveau de la wilaya est d'un pharmacien pour 2 000 habitants au lieu de 4 000/4 500 exigé par le numerus clausus de la profession.

Contacté, le directeur local de la santé, le Pr Abbes Ziri, a indiqué que «les cas soulevés sont d'anciens problèmes qui ont été résolus lors d'une réunion tripartite en janvier 2019 sanctionnée par un procès-verbal entre la DSP, Cnop et le Snapo», et considéré que «la persistance de ce problème est une question de lobbying interne au sein du Snapo».

Lors de la réunion, a indiqué le responsable local, «il avait été convenu du déplacement de la pharmacie Hamrani à Boghni à l'entrée de la ville avec l'accord des trois parties et la fermeture de celle de Fréha», avant de souligner que «l'application sur le terrain de cette décision de fermeture ne relève pas des compétences de la DSP».

R. T.

ÉVÈNEMENT

Election présidentielle du 12 décembre

Des postulants déclinent leurs «feuilles de route»

Ça se précise de plus en plus, côté partis politiques, en ce qui concerne l'élection présidentielle du 12 décembre. En plus de candidatures déclarées, des partis ont décidé comme TAJ de se lancer dans la course alors que d'autres, à l'instar de Fadjr El Djadid patientent encore.



Par S. A. Mohamed

Le secrétaire général par intérim du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, a affirmé, samedi à Alger, qu'il s'engagera dans l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, avec «un programme électoral réaliste et pratique et un discours direct à l'adresse du citoyen». Lors d'une conférence de presse tenue au siège du parti au lendemain de l'approbation de sa candidature à la prochaine échéance présidentielle, par les membres du Conseil national du RND, M. Mihoubi a indiqué que le parti avait entamé l'élaboration d'un programme électoral «ambitieux, réaliste et pratique», dont le but est de «restituer la patrie au citoyen, d'ériger l'Algérie en un pays émergent grâce aux compétences qui existent, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur du pays, en vue de concrétiser le développement souhaité, le plus rapidement possible». Le candidat du RND a fait savoir qu'il misera, lors de sa campagne électorale, sur «un discours direct, dont le citoyen sera le point de départ et le destinataire, sans évoquer le passé, mais en

étant davantage à l'écoute de ses préoccupations quotidiennes». Le RND propose un nouveau modèle de développement pour la période 2020-2025, dont l'objectif est «la concrétisation de la sécurité dans toutes ses dimensions: globale, alimentaire, énergétique, éducative et intellectuelle», a précisé M. Mihoubi ajoutant que «la réforme sanitaire à travers la révision de la cartographie sanitaire de l'Algérie», «la réforme bancaire» et «la création de quelque 4 millions d'emplois en cinq années» étaient au cœur de ce programme, dont «le point focal est l'enseignement». Réagissant «aux voix appelant à écarter le parti de la scène politique», le SG par intérim du RND «a rejeté catégoriquement le terme exclusion» qui revient à dire son «éloignement» de la scène politique, a-t-il dit ajoutant que c'est là un terme «dur, anti-démocratique, contraire à l'éthique». Pour sa part, le président du front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, candidat à la candidature, qui s'exprimait lors d'une rencontre tenue au centre culturel Bouchemel Lakhdar dans la wilaya déléguée d'El Meghaier, a appelé le peuple algérien à «porter son

choix à la présidentielle du 12 décembre prochain» qui, a-t-il affirmé, «devra donner un nouveau départ à l'Algérie». La prochaine échéance électorale est «le moyen politique susceptible de permettre au peuple un choix libre, d'exercer son pouvoir et de passer ainsi de la légitimité révolutionnaire à celle populaire», a soutenu le président du front El Moustakbal, avant d'appeler le citoyen d'œuvrer pour assurer une élection honnête à travers la surveillance des urnes, car, a-t-il dit, «c'est une responsabilité qui incombe à tous». Soulignant les avantages du dialogue dans la solution des problèmes dont souffre le pays, Abdelaziz Belaïd a estimé que «le véritable dialogue avec les différents partenaires, sans aucune exclusion, demeure la seule issue pour surmonter les multiples crises auxquelles fait face le pays et les transcender». De son côté, TAJ a finalement décidé de s'engager dans l'élection, le Conseil national a mandaté son bureau politique pour définir les modalités et mécanismes de sa participation, a indiqué un communiqué de TAJ. Réuni en session extraordinaire au siège du parti

à Dely Ibrahim pour passer en revue les derniers développements de la scène politique et examiner la situation interne du parti, le Conseil national de TAJ «a décidé, unanimement, de participer au scrutin présidentiel, et de mandater son Bureau politique pour définir les modalités et les mécanismes de sa participation», a précisé le communiqué, dont une copie est parvenue à l'APS. Enfin, la question de la participation ou non du parti El Fadjr El Djadid à la présidentielle sera tranchée «prochainement» par le nouveau bureau national du parti, a annoncé, samedi à Tipasa, le président de cette formation politique, Tahar Benbaïbèche. «Le bureau national est chargé du suivi des développements de la situation politique du pays en vue de prendre une décision concernant la participation ou non du parti avant l'expiration du délai de retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles», a déclaré Benbaïbèche à l'issue des travaux de la 10^{ème} session du Conseil national de cette formation politique, consacré à l'examen de sa position à l'égard de l'élection présidentielle.

S. A. M.

Justice

Le juge ayant remis Tabou en liberté n'a pas fait l'objet d'un interrogatoire

Le président et le procureur général près la cour de Tipasa ont catégoriquement démenti l'information selon laquelle le juge ayant remis en liberté Karim Tabou ait été interrogé par les services de la direction de la sécurité intérieure, indique hier, un communiqué de cette cour.

«Dans son édition du 4 octobre 2019, un site électronique d'information a publié sous le titre : «Le juge qui a remis en liberté Karim Tabou, interrogé par les services secrets», un article dans lequel il est fait état d'un supposé interrogatoire par les services de la direction de la sécurité intérieure de la présidente de la chambre d'accusation de la cour de Tipasa suite à sa décision de remise en liberté du prévenu Tabou Karim», précise la même source.

Le président et le procureur général près la cour de Tipasa «tiennent à apporter un démenti catégorique quant au contenu de l'article en question et confirment détenir un écrit de la main de la magistrate concernée attestant que rien de ce qui a été rapporté par son auteur n'a eu lieu», souligne le communiqué.

R. L.

Rabehi invite les jeunes à participer en masse à la prochaine présidentielle

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi, a invité les jeunes, samedi à Alger, à participer «massivement» à la prochaine présidentielle prévue le 12 décembre pour élire le président de la République.

Intervenant à l'occasion du lancement de la 5^{ème} édition du programme «inter-lycées», le ministre a souligné que la prochaine présidentielle, prévue en décembre «constitue un tournant décisif dont la réussite est tributaire de la participation massive de nos jeunes pour élire le futur président, loin des diktats».

La participation des jeunes à la prochaine échéance «contribuera à asseoir une démocratie participative et concrétiser le choix populaire, conformément à la Constitution, et partant, barrer la route aux aventuriers et aux détracteurs de l'Algérie, aussi bien à l'intérieur, qu'à l'extérieur du pays».

L'intérêt accordé par l'Etat algérien aux jeunes, «s'inscrit dans le cadre d'une vision prospective vers un avenir prometteur et ambitieux, édifié grâce aux enfants de l'Algérie qui concourront efficacement à développer et à immuniser leur pays par la science et le savoir, d'où le but du programme inter-lycées».

A cette occasion, M. Rabehi a appelé les médias à faire montre d'un haut sens de responsabilité pour accompagner «les objectifs nationaux avec professionnalisme et objectivité, en plaçant l'intérêt général au dessus de tout autre considération».

R. K.

Lors d'une réunion à l'ONU

L'Algérie avertit contre les liens entre le terrorisme et le crime organisé

Par Rachid Chihab

L'Algérie a mis en garde contre les liens étroits qui existent entre le terrorisme et le crime organisé lors des travaux de la troisième Commission chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles des Nations unies consacrée à la prévention du crime et la justice pénale, la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications

(TIC).

Le représentant de l'Algérie, Mohammed Bessedik, a rappelé qu'en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée, les objectifs de développement durable (ODD) ne pourront être atteints sans une démarche inclusive basée sur le développement économique et social. Il s'agit avant tout de lutter contre la pauvreté et le sous-développement, a appuyé le représentant de l'Algérie cité par l'agence de presse des

Nations unies.

Le représentant a averti que le trafic de stupéfiants représente une menace sérieuse à la sécurité et à la stabilité, pour ensuite préciser que plus de 52 tonnes de cannabis ont été confisquées en Algérie en 2017. Il est indiscutable que les bénéfices financiers permettent le financement de groupes terroristes, avec le paiement de rançons, a souligné le délégué. Les interactions du terrorisme avec le trafic illégal de stupéfiants, d'armes

à feu, de migrants, d'êtres humains exacerbent la situation. Dans ce contexte, une action effective commence par un engagement commun, a rappelé M. Bessedik.

Par ailleurs, l'Algérie est fortement concernée par la cybercriminalité et le danger grandissant de l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, dont le recrutement, l'entraînement et la propagande. Aussi, le représentant a estimé que l'inclusion d'un point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale sur

l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans la criminalité ne peut être que bénéfique.

M. Bessedik a ensuite rappelé la mobilisation de l'Algérie en faveur de la création d'Afrifpol, un mécanisme de l'Union africaine dont le siège est à Alger, qui a pour objet de renforcer la coordination policière contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme, le trafic d'armes et la drogue.

R. C.

Accord d'association Algérie-U.E : 14 ans après

Comment redresser un partenariat déséquilibré ?

Malgré l'effort de diversification des échanges commerciaux que l'Algérie a accomplis au cours des 15 dernières années, les pays du territoire de l'Union européenne sont classés en haut du podium. Pour les sept premiers mois de l'année 2019, la valeur des échanges avec ce pôle représente, selon les statistiques établies par l'administration des Douanes, 57% de la valeur globale des échanges que l'Algérie a effectués avec les autres pays du monde.



Par Saâd Taferka

En termes de montants financiers, ce taux correspond à une valeur de 27,12 milliards de dollars, contre 29,61 mds de dollars pour la même période de l'année 2018. Les exportations algériennes, essentiellement les hydrocarbures, vers le territoire de l'Union européenne, représentent 61,11% de l'ensemble des exportations de notre pays, tandis que les importations à partir de cette zone représentent 53,32% de l'ensemble des importations effectuées par l'Algérie. Ces deux flux, exportations et importations, ont subi de légères baisses au cours des sept premiers de l'année en cours par rapport à l'année dernière. Ces baisses s'établissent respectivement à 11,19% et 5,62%. Dans l'ensemble du territoire de l'UE, quatre pays sont considérés comme les principaux partenaires de l'Algérie. Il s'agit de la France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Curieusement, parmi toutes les «circonstances aggravantes» qui entourent la crise des recettes extérieures que vit l'Algérie depuis cinq ans, l'accent n'a pas été suffisamment mis sur le démantèlement tarifaire des produits d'origine du territoire de l'Union européenne couverts par l'Accord d'association Algérie-UE. Ce dernier, signé en 2002 et entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005, dispose que des quantités de produits importés de l'UE devaient bénéficier de franchises douanières de manière progressive - les listes sont établies annuellement- jusqu'à l'instauration de la zone de libre-échange en 2020. Cette échéance a été trouvée d'un commun accord, lors d'une nouvelle négociation en 2010, à la place de l'échéance initiale de 2017, fixée à la hâte à l'issue des premières négociations.

Déjà, en pleine aisance financière, à savoir la période allant de 2005 et 2014, les autorités politiques et les gestionnaires de l'économie nationale avaient eu l'occa-

sion de déplorer les insuffisances grevant l'Accord d'association, et surtout le peu d'empressement de la partie européenne à concrétiser certains engagements en matière d'investissements productifs. L'Algérie était vue comme un pays-continent, avec, à l'époque, une population de 35 millions d'habitants ayant un pouvoir d'achat boosté par les recettes pétrolières. Dans ce genre de situation, les calculs mercantiles ont sans doute prévalu plus que l'esprit de partenariat gagnant-gagnant. Cela a été aisé à établir pour les analystes algériens dont les avis n'étaient ni écoutés ni encore moins suivis.

Préjudices

Deux ans et demi après l'entrée en vigueur de l'Accord d'association Algérie-UE, la crise financière mondiale de 2008 éclate, et prend le départ des Etats-Unis d'Amérique pour toucher, à la fin, toute l'Europe. Des centaines d'entreprises déposèrent leur bilan, d'autres cherchèrent de nouveaux points de chute pour leur délocalisation afin de gagner quelques postes de compétitivité, et d'autres encore tablaient sur des pays comme l'Algérie, ayant un pouvoir d'achat assez fort pour acheter biens d'équipements, semi-produits, alimentation, services et expertises...etc. La facture des importations explosa à partir de 2010, se rapprochant dangereusement des 60 milliards de dollars.

Néanmoins, les risques n'étaient pas appréhendés, loin s'en fallait, de la même façon qu'aujourd'hui, du fait que la balance des paiements était toujours excédentaire. Mieux, l'Algérie a pu même se «permettre» de constituer un pactole de réserves de changes de quelque 200 milliards de dollars jusqu'en 2013. Ces réserves constituaient, en réalité, une vitrine fragile de la «bonne santé» économique et financière du pays, même si elles avaient permis de maintenir au vert, pour quelques années, les indicateurs macroéconomiques du pays labo-

riusement redressés après le douloureux épisode de la diète du plan de l'ajustement structurel (PAS) dicté par le Fonds monétaire international (FMI) à l'Algérie.

À partir de 2002, la courbe des prix du pétrole ne faisant que monter, jusqu'à parvenir à près de 140 dollars le baril à l'été 2008. Malgré cette «euphorie» de recettes financières, des experts nationaux avaient alors procédé à des calculs pour quantifier les pertes du Trésor public suite au dégrèvement tarifaire des produits issus du territoire de l'Union européenne.

Ces pertes étaient alors évaluées à quelque 8 milliards de dollars, en valeur constante du dinar et de l'euro. Corrigées par la dévaluation de la monnaie nationale par rapport à l'euro, ces pertes seraient de 3 milliards de dollars jusqu'à 2014. Cela, sans compter les préjudices de la concurrence «légale», mais insoutenable que subissent les produits algériens face aux produits européens, mais également face aux produits chinois et asiatiques. Sauf que ces derniers ne bénéficient pas d'avantages douaniers.

L'Algérie : un simple marché de consommation ?

Les exportations européennes vers l'Algérie étaient, avant la mise en œuvre de l'Accord d'association, de 8,2 milliards de dollars, en moyenne annuelle. Après 2015, soit 10 ans après le début des dégrèvements tarifaires sur les produits en provenance du territoire de l'UE, ces exportations ont bondi à 30 milliards de dollars. Respectivement, pour les mêmes périodes, l'Algérie avait exporté vers le territoire de l'UE pour une valeur de 15 milliards de dollars (moyenne annuelle), puis 45 milliards de dollars en 2015. Ces exportations sont constituées quasi exclusivement d'hydrocarbures.

Tout ce qui était attendu, sans doute ingénument, de l'Accord

d'association sur les plans de l'investissement productif européen en Algérie, du transfert de technologie, du «réveil» des entreprises algériennes pour soutenir la compétitivité, ne furent que mirage. Et ce ne sont pas les derniers investissements dans le montage automobile, avec un niveau plus que modeste d'intégration, qui démentiront ces réalités. «C'est que, ni l'industrie algérienne ni l'agriculture n'étant aptes à faire le poids aux produits européens, d'autant que les produits algériens ont des difficultés énormes à s'exporter sur le marché communautaire ne répondant pas souvent aux normes de qualité», fait observer le professeur en économie, Mohamed Hidjar, enseignant à l'Université de Genève. Dans l'agenda établi par l'Accord d'association, amendé en 2010, il est prévu que la zone de libre-échange Algérie-Union européenne sera déclarée en 2020. De quelle manière l'Algérie se prépare à cette échéance qui arrive dans trois mois ? Ou bien le calendrier sera-t-il encore une fois révisé pour tenir compte des difficultés présentes de l'économie algérienne ? Dans le cas où le processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est relancé - il est en stand-by depuis plusieurs années -, comment l'Algérie pourra-t-elle assumer la double appartenance à ces deux segments - l'un régional, l'autre mondial - symboles du libéralisme commercial, sans grands couacs sur le plan économique et social ? Avec les contre-performances actuelles de l'appareil économique national et le manque de visibilité sur le nouveau modèle économique qui succédera au modèle mort-né annoncé lors de la tripartite de 2016, le pari est loin d'être gagné d'avance.

Quel destin pour l'Accord d'association ?

L'Accord d'association de l'Algérie avec l'Union européenne, signé en 2002 et entré en vigueur en septembre 2015, porte, sur le

volet commercial, principalement sur les abattements des droits de douane devant bénéficier à des centaines de produits européens destinés à être exportés vers l'Algérie. 14 ans après une période de «malentendus», d'évaluations, de réévaluations, de constats mitigés, de bilans à mi-parcours, l'Union européenne a commencé en janvier 2019 la rédaction d'un rapport global portant sur les relations commerciales avec six de ses partenaires, dont l'Algérie. C'est le consortium de Case (Centre pour les recherches sociales et économiques) et Ecorys qui sont chargés de la rédaction dudit rapport dont les premiers éléments viennent d'être publiés, avec le soutien du Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques (Femise), en attendant l'édition finale prévue pour le début de l'année 2020. Dans sa version préliminaire, il est fait état du constat que l'Union européenne est un partenaire commercial extrêmement important pour l'Algérie, expliquant que notre pays est «la principale source d'importations de l'Union parmi les pays partenaires», même si, précise le rapport, des fluctuations affectent ces flux d'importation de l'Europe à partir de l'Algérie singulièrement en raison d'«une forte concentration d'importations de combustibles et d'autres ressources naturelles soumises à des fluctuations des prix des produits de base». Mais, du côté algérien, les déséquilibres des échanges constatés au début du partenariat n'ont fait que se confirmer et s'aggraver au point où des réévaluations à mi-parcours se furent imposées, à commencer par l'échéance, à savoir l'année 2017, fixée initialement pour l'ouverture de la zone de libre-échange, reportée à 2020. Entre-temps, l'Algérie est entrée dans une zone de turbulences financières dues à la contraction des recettes pétrolières à partir de juillet 2014 suite à la baisse graduelle du prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux, ramené de 110 dollars à moins de 40 dollars à la fin 2015. La reprise actuelle (autour de 60 dollars le baril) n'est ni suffisante pour soutenir la croissance économique du pays ni, plus grave, assurée de durabilité.

Dans cette conjoncture difficile - faite de déficit budgétaire et de déséquilibre manifeste de la balance des paiements -, et pour laquelle aucune limite temporelle ne peut être fixée, l'Algérie se démène pour rationaliser les dépenses et, surtout, pour éviter la fonte totale de ses réserves de change. Ce qui a conduit les autorités publiques à concevoir successivement plusieurs formules de réduction des importations, allant des licences jusqu'au droit additionnel provisoire de sauvegarde (Daps), en passant par l'établissement d'une liste de 877 produits interdits à l'importation. A la lumière de ces évolutions, quel sera le destin de l'Accord d'association Algérie-U.E ?

Question sahraouie

Le représentant de la société civile algérienne réaffirme la position ferme de l'Algérie

Le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), représentant de la société civile, Mahrez Lamari, a réaffirmé le soutien indéfectible de l'Algérie à la lutte légitime du peuple sahraoui.



Intervenant aux travaux de la Conférence internationale des villes solidaires avec le peuple sahraoui, organisée dans la ville espagnole de Vigo (Galice), M. Mahrez Lamari a indiqué que la participation d'une délégation algérienne, composée de représentants de la société civile et de présidents d'APC, «vient confirmer la position de la République algérienne à l'égard de la lutte du peuple sahraoui et un principe ancré qui s'inscrit en droite ligne avec l'appui de l'Algérie au Droit international, en ce qui concerne la question de décolonisation du Sahara occidental», inscrite à l'ONU.

Il a ajouté que la position de l'Algérie vis-à-vis de la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et son indépendance et la déco-

lonisation du Sahara occidental émane des principes de la glorieuse Révolution du 1^{er} Novembre et de ses engagements à l'égard des questions de libération.

M. Lamari a affirmé «la disponibilité de la délégation algérienne à agir de concert avec les autres maires participant à cet événement international, en tant que mouvement de solidarité, un mouvement qui soit uni et fort pour appuyer le peuple sahraoui dans son processus de développement et renforcer les institutions de la République sahraoui, à travers la création d'accords de partenariat et de coopération avec les différentes wilayas, mairies et daïras dans les camps des réfugiés et les territoires libérés».

Il a appelé, en outre, à la mobilisation d'un soutien poli-

tique en appui à la légalité internationale afin de mettre fin au conflit du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, sur une base garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination entre autres droits élémentaires, tel que stipulé dans les chartes internationales et les résolutions onusiennes y afférentes.

«Face à la poursuite de l'occupation illégale du Sahara occidental par le Maroc, lequel fait fi du Droit international et rejette le statut juridique du territoire sahraoui, en continuant à piller ses ressources naturelles face aux graves violations des droits de l'homme, l'ONU et les pays qui soutiennent les droits de l'homme en Europe et ailleurs sont appelés aujourd'hui plus que jamais à assumer leurs responsabilités, et à ces-

ser de soutenir le régime marocain qui aspire à dévier la cause sahraouie de son processus inachevé».

La conférence de Vigo (Galice) avait débuté, vendredi, avec la participation de plus de 80 représentants les différentes villes solidaires avec le peuple sahraoui, à travers l'ensemble des circonscriptions d'Espagne, d'Algérie, de France et d'Italie.

Au menu de la rencontre, le débat de plusieurs thèmes relatifs à la question sahraouie et à la responsabilité historique de l'Espagne dans le parachèvement du processus de décolonisation, en sus du pillage systématique des ressources naturelles sahraouies et des violations quotidiennes des droits de l'homme dans les territoires occupés.

Reda A.

Pour revendiquer les droits du peuple sahraoui

Manifestation le 12 octobre à Paris

La place de La République à Paris devrait accueillir une grande manifestation de soutien au peuple sahraoui le 12 octobre, selon un communiqué publié vendredi par la Coordination des associations de soutien au Sahara occidental en France.

La manifestation qui commencera à 15h et durera jusqu'à 18h, sera l'occasion pour les participants, la communauté sahraouie établie en Europe et les associations solidaires avec les Sahraouis dans leur combat, pour dénoncer les violations des droits humains perpétrées par les forces d'occupation marocaines au Sahara occidental, et pour demander au Conseil de sécurité des Nations unies d'étendre le mandat de la Minurso à la surveillance des droits humains dans la dernière colonie en Afrique.

Les manifestants «demanderont également à la France de renoncer au soutien et à la protection de l'occupant marocain dans les enceintes internationales, ce qui ferait perdre au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, en plus de demander la libération des prisonniers sahraouis, en particulier les prisonniers de Gdeim Izik».

R. I.

El Ayoun occupée

Répression brutale d'une manifestation pacifique des chômeurs

Les forces d'occupation marocaines ont violemment réprimé dans la nuit du mercredi à jeudi une manifestation pacifique des chômeurs sahraouis dans la ville d'El Ayoun occupée.

Selon des médias sahraouis sur place, une nouvelle nuit de violence a été vécue mercredi soir dans la ville d'El Ayoun, capitale du Sahara occidental, où les forces d'occupation marocaines sont intervenues violemment pour réprimer une manifestation pacifique des jeunes chômeurs sahraouis, précisant que le nombre de blessés et de détenus imputables à l'intervention de la police marocaine n'est pas encore connu.

Après une manifestation pacifique dans les rues d'El Ayoun, l'intervention de la police marocaine a généré des incidents violents. Selon des défenseurs des droits humains à El Ayoun, des manifestations pacifiques ont été enregistrées sur l'avenue Smara et à El Ayoun, où les manifestants portaient des drapeaux de la République arabe sahraouie démocratique et scandaient des slogans contre l'occupation marocaine, tout en revendiquant la fin de l'occupation du territoire sahraoui.

Selon des défenseurs des droits de l'homme sahraouis, les manifestations se sont poursuivies jusqu'à 2h30.

Dans son rapport publié récemment, Amnesty International a dénoncé l'usage excessif de la force par les forces d'occupation marocaines, dans la répression de manifestants pacifiques dans les villes sahraouis occupées.

Les autorités d'occupation marocaines continuent d'imposer des restrictions arbitraires aux droits des Sahraouis à la liberté d'expression, de réunion pacifique et à la liberté d'association. Les forces de sécurité marocaines ont fait un usage excessif de la force pour disperser des manifestations pacifiques et les militants sahraouis ont été victimes de harcèlement, d'intimidation et de poursuites uniquement pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions et exercé leurs autres droits fondamentaux, a souligné Amnesty dans son rapport.

H. F.

Conférence internationale de Vigo (Espagne)

Une occasion de renforcer la solidarité avec le peuple sahraoui

Le ministre sahraoui de la Coopération, Bulahi Sid, a mis en avant la grande importance que revêt la Conférence internationale de Vigo (Espagne) des villes solidaires avec le peuple sahraoui, en ce sens qu'elle offre aux participants l'opportunité de renforcer la solidarité et leur engagement à soutenir la lutte du peuple sahraoui pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Dans une déclaration, citée par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le ministre a affirmé que cet événement est important pour le développement et la promotion des institutions sahraouies qui veillent à servir le citoyen et à assurer aux réfugiés leurs droits

fondamentaux, en dépit des conditions difficiles dans les camps et du manque de moyens, et ce d'autant que plusieurs walis, maires et chefs de daïras prennent part à cette 1^{ère} édition de la conférence.

La conférence de Vigo (Galice) avait débuté, vendredi, avec la participation de plus de 80 représentants des différentes municipalités solidaires avec le peuple sahraoui, à travers l'ensemble des circonscriptions d'Espagne, d'Algérie, de France et d'Italie.

Au menu de la rencontre le débat de plusieurs thèmes relatifs à la question sahraouie et à la responsabilité historique de l'Espagne dans le processus de décolonisa-

tion, en sus du pillage systématique des ressources naturelles sahraouies et des violations quotidiennes des droits de l'homme dans les territoires occupés.

La conférence à laquelle a pris part, le maire de la ville espagnole de Vigo, Abel Caballero, et le vice-gouverneur de Galice, Alfonso Rueda, vise à assurer une coordination entre les différents établissements et mouvements de solidarité avec le peuple sahraoui, à créer des idées et propositions susceptibles d'accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental conformément au droit international et à mettre un terme à la souffrance du peuple sahraoui.

T. H.

Afrique du Nord

La BAD présente au secteur privé les opportunités d'affaires

La Banque africaine de développement a présenté récemment à Tunis (Tunisie) au secteur privé, des opportunités d'affaires pour l'Afrique du Nord, a indiqué cette institution dans un communiqué publié sur son site Web.



Présumé dans le cadre d'un séminaire d'opportunités d'affaires dédié à l'Afrique du Nord, organisé à Tunis, cette présentation avait «pour objectif de renforcer le dialogue entre la Banque et le secteur privé, tout en identifiant de nouvelles opportunités d'investissement et de financement», a précisé la même source.

Le séminaire a accueilli près de 200 participants issus de 23 pays, représentant des entreprises de l'industrie, du génie civil, des travaux publics et du conseil.

A cette occasion, Lassaâd Lachaâl, conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina,

a mis en évidence la finalité de ce séminaire «né de cette ambition de transformer le formidable potentiel du continent en croissance et en emplois. Et concrètement en de meilleures conditions de vie pour les populations africaines». Pour sa part, Valérie Dabady, cheffe de la Division de la mobilisation des ressources et des partenariats à la Banque a tenu à souligner «l'importance du secteur privé qui, grâce à des transferts d'expertise et de savoir-faire structurants, est capital pour accompagner une mise en oeuvre optimale des opérations de la Banque afin de contribuer à la transformation économique du continent».

Les participants ont ex-

primé de fortes attentes au cours du séminaire : «cette rencontre a été une opportunité d'améliorer notre connaissance des priorités et opérations de la Banque africaine de développement. Les présentations et interventions nous ont offert une lecture approfondie des procédures de passation de marchés et des règles environnementales et sociales», a souligné un participant cité par la BAD. «Cela nous assurera une égalité des chances face aux opportunités d'affaires qui laissent apparaître de nouvelles perspectives de développement au bénéfice de notre continent», a-t-il ajouté.

A l'issue des présentations, des rencontres bilaté-

rales ont également eu lieu entre les différents acteurs du secteur privé et les équipes techniques de la Banque.

Ces échanges augurent de futures collaborations qui soutiendront les opérations de l'institution.

Le partenariat entre la Banque africaine de développement et les pays d'Afrique du Nord dure depuis près d'un demi-siècle, mobilisant un engagement financier total de l'institution de quelque 23,7 milliards de dollars.

Ces financements couvrent différents secteurs comme l'énergie, l'eau, les transports, l'agriculture et le développement social.

S. T.

Vietnam

Feu vert du gouvernement pour un projet de GNL

Le gouvernement vietnamien a donné son feu vert à l'entreprise américaine AES pour construire une centrale électrique de gaz naturel liquéfié (GNL) pour un investissement de 5 milliards de dollars dans la province centrale de Binh Thuan.

L'entreprise américaine AES Corporation construira la centrale Son My 2 d'une capacité de 2,2 GW dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-transfert (BOT) de 20 ans avec le gouvernement vietnamien. Le projet devrait commencer ses opérations commerciales en 2024. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'usine utilisera 2 milliards de dollars de GNL par an lors de sa mise en service, ce qui contribuera à équilibrer l'excédent commercial du Vietnam avec les Etats-Unis.

La centrale Son My 2, ainsi que les centrales Son My 1 et Son My 3, font partie d'un complexe énergétique de 4 000 MW prévu dans la province centrale de Binh Thuan. Son My 2 devrait consommer 0,6 million de tonnes de GNL par an.

Au Vietnam, AES Corp a également investi dans le développement de la centrale thermique de Mong Duong 2, d'une puissance de 1 240 MW, située dans la province septentrionale de Quang Ninh, qui a débuté ses activités en avril 2015.

Le mois dernier, la province de Binh Thuan avait approuvé un investissement de la société Energy Capital Vietnam pour un autre projet d'énergie de GNL d'une valeur de plus de 5 milliards de dollars. Le projet de 3 200 MW, qui utilisera également du GNL provenant des Etats-Unis, devrait être achevé en 2025.

L'électricité produite à partir de gaz naturel atteindra 9 000 MW d'ici 2020 et 19 000 MW d'ici 2030, selon le Département de l'électricité et des énergies renouvelables du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Le ministère prédit également que l'électricité issue du gaz naturel représentera environ 14% de la production totale d'énergie du Vietnam d'ici 2030 et utilisera jusqu'à 22 milliards de m³ de GNL par an, dont la moitié sera importée des Etats-Unis.

L. M.

Chine

Accélération de la croissance des investissements dans les infrastructures

Les investissements chinois dans les infrastructures ont progressé de 4,2% en base annuelle sur les huit premiers mois de l'année, selon le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

Le taux de croissance était supérieur de 0,4 point de pourcentage à celui de la période janvier-juillet, d'après le BES. Les investissements dans la protection écologique et le traitement environnemental ont augmenté de 42,2% sur un an, soit 7,3 points de pourcentage de plus qu'au cours de la même période de l'année dernière.

Les investissements dans le transport routier et le transport ferroviaire ont respectivement augmenté de 7,7% et 11%.

Durant la même période, les investissements dans le secteur social, incluant l'éducation, la culture, les sports et les loisirs, ont augmenté de 13,8% par rapport à l'année dernière.

S. T.

France

Ouverture d'un dialogue franco-chinois sur l'investissement

Un dialogue franco-chinois sur l'investissement s'est ouvert vendredi à Paris, permettant aux participants de partager leur vision de la coopération bilatérale sur les nouvelles tendances de consommation en Chine. L'événement organisé par le Comité d'échanges franco-chinois de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris Ile-de-France, la China Europe International Business School (Ceibs) et la CCI de Chine en France a rassemblé plus de 300 intervenants de haut niveau, insti-

tutionnels, professeurs ou encore fonctionnaires.

L'ambassadeur de Chine en France Lu Shaye, en rappelant que l'on fêtait cette année le 55e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, a estimé que «le partenariat stratégique, global, étroit et durable» liant Pékin et Paris «est entré dans une nouvelle ère».

«L'avenir de notre coopération, assurément, est promis à de grands succès. De part et d'autre, la volonté de travailler ensemble

est manifeste. Néanmoins, transformer cette volonté en résultats tangibles nécessitera les efforts de tous», a-t-il dit.

Le président de la CCI Paris Ile-de-France, Didier Kling, a salué le fait qu'«au cours des dernières années, les relations franco-chinoises sont devenues de plus en plus étroites et les entrepreneurs des deux pays ont une forte volonté d'échanger les uns avec les autres».

Pour lui, «les échanges économiques et culturels par le biais de forums contribueront à renforcer

la compréhension et la confiance mutuelles et, sur cette base, exploreront ensemble la voie de développement d'une coopération mutuellement bénéfique».

Le président de la CCI de Chine en France Nhay Phan, a indiqué que les nouvelles technologies telles que le paiement mobile, l'e-commerce et la technologie financière ont apporté de considérables changements sur le marché de la consommation en Chine. Ces changements créeront un vaste espace de coopération entre les milieux d'affaires

chinois et français. L'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin a jugé que la conjoncture mondiale avait beaucoup changé aujourd'hui et que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle ère. Il a ajouté qu'à l'ère de la «nouvelle économie», tout le monde réclame un terrain d'entente, tout en préservant les différences, en recherchant un développement commun, en explorant activement les possibilités de coopération.

R. K.

Cardiopathie congénitale

Plus de 200 000 enfants pris en charge depuis 2000

Plus de 200 000 enfants algériens atteints de cardiopathie congénitale ont été pris en charge, depuis 2000, a indiqué, samedi à Alger, le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Merzak Ghernaouet, soulignant l'importance du registre national, établi en 2019, pour notamment identifier la population concernée par cette pathologie.



Un registre national de la cardiopathie congénitale

Tout en annonçant l'existence, depuis l'année en cours d'un registre national dédié à la cardiopathie congénitale, le Dr Merad Nadia, directrice de l'Action sanitaire et sociale à la Cnas, a estimé, qu'en plus de garantir un recensement du nombre exact de malades, ledit registre «permettra d'avancer sur le plan de la prévention à travers des études épidémiologiques et d'assurer la surveillance des risques cardiaques». Lors de son intervention de présentation de la clinique spécialisée de Bou Ismail, elle a souligné «la référence nationale» de cette structure, pour être la seule à prendre en charge les cardiopathies congénitales, depuis 1982, notant «les efforts» engagés s'agissant, notamment de la formation de son personnel médical et de l'amélioration de son plateau technique. Le centre, d'une capacité d'accueil de 77 lits, est lié par des conventions de coopération avec la France, la Belgique et la Jordanie, aussi bien pour le transfert de l'expertise scientifique, la formation du personnel algérien et la prise en charge des malades transférés. A ce propos, le Dr Rachid Bougherbal, président de la Commission nationale médicale à la même Caisse, a fait état de 138 demandes de prise en charge à l'étranger d'enfants atteints d'affections cardiaques, recensées durant l'année en cours, dont une partie a été assurée par les quelques cliniques privées activant à l'échelle nationale, lesquelles sont liées par des conventions avec la Cnas.

R. N.

« Plus de 200.000 enfants algériens atteints de cardiopathie congénitale ont été pris en charge, depuis 2000. L'établissement d'un registre national pour cette maladie, depuis cette année, est très important notamment s'agissant de l'identification de la population touchée », a déclaré M. Ghernaouet à la presse, en marge de la 3ème Journée scientifique organisée par la clinique médico-chirurgicale de Bou-Ismaïl. Lors de son allocution d'ouverture des travaux de cette rencontre, il a soutenu que «l'unique objectif» des pouvoirs publics est de permettre à cette catégorie d'enfants malades

d'«avoir des soins adaptés» à la nature de la cardiopathie congénitale, sachant que le coût de ces soins est endossé par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas).

Ceci représente «un saut qualitatif» pour la prise en charge sanitaire en Algérie, a-t-il ajouté, affirmant que le système de sécurité sociale «s'attèle, sans relâche, à faciliter aux citoyens l'accessibilité à une couverture sociale et sanitaire efficace», en tenant compte des principes d'«équité et de justice» pour l'ensemble des couches de la société, à travers la prise en charge des frais de soins. Considérant qu'il s'agit d'un

«acquis qu'il appartient à tous de préserver», le même responsable a rappelé les «défis» qui incombent au système de Sécurité sociale nationale, nécessitant, selon lui, l'élaboration «de plans d'actions adaptés» assurant la pérennité de celui, en impliquant l'ensemble des intervenants actifs.

L'occasion pour lui de réitérer des propositions dans ce sens, à savoir «l'instauration d'une politique de prévention des différentes maladies», avec la contribution des acteurs du secteur de la santé, ainsi que la mise en place d'une «stratégie de communication participative», l'enjeu étant «l'avenir» de la Sécurité sociale, a-t-il souligné.

L'année prochaine

Programme prometteur pour l'élargissement des transplantations de cellules souches

Le directeur de l'Agence nationale des greffes (ANG), Mohamed Bourahla, a annoncé, samedi à Alger, l'élaboration d'un programme prometteur pour l'élargissement des transplantations de cellules souches au niveau des services d'hématologie-greffe au sein des CHU disposant de matériels nécessaires pour ce type d'intervention.

Intervenant en marge des 2ème Journées nationales greffe de cellules souches hématopoïétiques (CSH), M. Bourahla a précisé que «les opérations de prélèvement de cellules sur le malade lui-même et leur réimplantation «autogreffe» s'étendent de plus en plus, notamment avec l'ouverture de six nouveaux centres, ce qui permettra d'alléger la surcharge qui pèse sur le Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger, seul établissement à prendre en charge ce type d'opérations».

Selon le responsable, le greffe des cellules prélevées sur un proche, ou l'allogreffe, a été élargie vers le CHU d'Oran et le CHU de Batna.

Quant à l'autogreffe, M. Bourahla a indiqué que l'ANG oeuvrait au «renforcement du maillage en charge de cette activité par la mise en service de nouvelles structures en

2020, à savoir les CHU de Sétif, de Tizi Ouzou et de Sidi Bel Abbès».

Bénéficiant du soutien de la tutelle, l'ANG joue un rôle primordial dans la définition des projets et la sélection des CHU désirant rejoindre le réseau en matière de transplantation d'organes, en activité depuis 2017, elle accompagnera ces nouvelles structures en termes de formation et de soutien technique en coordination avec des experts, a-t-il soutenu. Dans ce contexte, quelques 200 opérations d'autogreffe ont été enregistrées au 1er semestre de 2019, contre 100 seulement effectuées en 2018.

Le coordinateur du groupe algérien de travail sur la greffe de cellules souches hématopoïétiques (Gargcsh), le Pr. Malek Benakli a affirmé que les 2ème Journées nationales greffe de CSH ont été axées sur «l'autogreffe, opération dans laquelle le greffon provient du sujet lui-même, eu égard au nombre important de services d'hématologie exerçant cette pratique», ajoutant que «quatre nouveaux centres spécialisés ont été ouverts à l'échelle nationale».

«L'autogreffe est beaucoup plus facile que l'allogreffe (greffe des cellules prélevées sur un proche), ce qui permet de faire profiter

un maximum de patients», a indiqué le Pr. Benakli, hématologue au CPMC.

La rencontre a été l'occasion de passer en revue l'activité des établissements activant dans ce domaine, a-t-il fait savoir, saluant le travail de l'Agence nationale des greffes (ANG) installée récemment, laquelle a contribué «au développement de cette pratique et à son élargissement à travers le territoire national».

Les spécialistes étrangers présents à cette journée scientifique ont présenté les modalités de prélèvement et de cryoconservation des cellules destinées essentiellement à la greffe de la moelle osseuse et des ganglions lymphatiques.

Le spécialiste a rappelé que le CPMC est le premier centre à utiliser cette pratique depuis 1998, suivi par le CHU d'Oran en 2019, puis l'Hôpital militaire régional universitaire d'Oran (Hmruo) en 2015.

Depuis 2018, d'autres centres ont adopté cette pratique, à savoir le Centre anti-cancer (CAC) de Batna, le CHU de Tlemcen, le CAC de Blida, l'Hôpital central de l'Armée de Aïn Naâdja, le CHU Isaâd Hassani de Beni Messous (Alger).

Reda A.

Dès l'âge de 40 ans Appel au dépistage précoce du glaucome

Le président de la Société algérienne du glaucome (SAG), le Pr. Jalal Aberkane, a appelé, samedi à Alger, à la nécessité d'effectuer un dépistage précoce du glaucome dès l'âge de 40 ans afin d'éviter une éventuelle perte de vue à l'avenir.

S'exprimant à l'APS en marge des travaux de la 10ème édition du séminaire de la SAG, le spécialiste a mis l'accent sur la nécessité du dépistage précoce de la maladie «silencieuse et dangereuse» qui pourrait se transformer en une perte de vision en l'absence d'une prise en charge.

Au menu de la rencontre, les différentes techniques utilisées en Algérie et les dernières avancées scientifiques en la matière, a-t-il ajouté.

Le glaucome est une maladie chronique qui atteint les personnes âgées leur causant une dégénérescence du nerf optique qui entraîne une perte progressive de la vision.

S'agissant du traitement du glaucome, M. Aberkane a recommandé une des techniques réussies à laquelle le patient applique des gouttes avant de passer au laser puis finir avec une chirurgie.

Selon les chiffres du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, 4,5% des Algériens souffrent du glaucome. Le taux est revu à la hausse en raison du taux croissant des personnes âgées.

Les patients atteints de glaucome sont pris en charge dans les meilleures conditions par des spécialistes en ophtalmologie des deux secteurs étatique et privé, a-t-il mis en avant, rappelant la nécessité d'effectuer un dépistage précoce.

Reda A.

Souk Ahras

2254 demandeurs d'emploi placés

Pas moins de 2254 placements de demandeurs d'emploi ont été effectués, par l'Agence de wilaya de l'emploi (AWEM) de Souk Ahras, durant la période allant du 1er janvier au 31 août, a indiqué, samedi, le directeur de cet organisme, Abderrezak Mazouz.

Le responsable a déclaré à l'APS que près de 70 % de ces placements (soit 1449 postes) ont été effectués dans le secteur privé, majoritairement dans le secteur du bâtiment et des travaux public avec 636 placements, suivi par l'industrie (ex ?quo avec les services) avec 239 emplois chacun, tandis que l'agriculture arrive en dernière position avec 32 placements.

Quant aux placements réalisés dans le secteur public, qui sont au nombre de 782, le directeur de l'agence de l'emploi de la wilaya de Souk Ahras a fait savoir que 406 demandeurs d'emploi ont été embauchés par l'entreprise régionale du génie rural et la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), notamment dans le cadre des postes saisonniers créés suite à la forte récolte céréalière de cette année. Il a également souligné que les emplois restants ont été proposés principalement dans le domaine des services (164), l'industrie (181) et le BTP (31).

M. Mazouz a par ailleurs signalé que sur l'ensemble des personnes placées durant cette période, on dénombre 358 personnes sans qualification professionnelle, 351 personnes ayant le niveau primaire, 1131 ayant le niveau du moyen et des diplômés des centres de formation, en plus de 209 personnes ayant le niveau du cycle secondaire et 203 diplômés universitaires.

La concrétisation des plans communaux

Gestion et valorisation des déchets

Projet pilote à Constantine

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) contribue à hauteur de 960 millions de dinars au financement d'un projet pilote de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès du ministère de l'environnement et des énergies renouvelables.

La Directrice des changements climatiques, Fazia Dahlab a indiqué à l'APS, à ce propos, que le montant global de ce projet pilote de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés dans la wilaya de Constantine est estimé à 5 milliards de dinars, auquel le FEM apporte 960 millions de dinars dans le cadre de la lutte contre les gaz à effet de serre.

Ce projet sera réalisé à Constantine avant sa généralisation, en cas de réussite, à l'ensemble du territoire national à travers la mise en place, au niveau des centres d'enfouissement technique (CET), d'usines de recyclage et de valorisation des déchets, a-t-elle expliqué.

La représentante du ministère de l'environnement et des énergies renouvelables a précisé que les déchets recyclables comme le cuivre, plastique et le carton seront traités sur place dans les usines créées et l'enfouissement ne concernera que les déchets organiques, assurant que d'autres seront transformés en engrais pour l'agriculture.

Elle a plaidé, en fin, pour l'envolement des investisseurs désireux construire des complexes industriels de recyclage et de valorisation des déchets au vu des avantages énormes de cette activité sur l'environnement et sur la santé.

A. L.



de développement à Sidi Fredj, Ouled Moumen, Khedara et Ain Zana a permis de placer de 818 diplômés des différentes uni-

versités et des centres de formation et d'enseignement professionnels, a-t-il dit.

Ces emplois sont répartis à travers les

secteurs de l'enseignement, la formation professionnelle, la culture et la santé.

L. M.

Khenchela

2.000 m3 d'eau par jour pour les habitants de Chechar

Pas moins de 2.000 m3 d'eau sont consacrés chaque jour pour approvisionner en eau potable les habitants de la commune de Chechar (wilaya de Khenchela) depuis le début du mois d'octobre en cours, a indiqué samedi le directeur local de l'Algérienne des eaux (ADE), Farouk Hannachi. « Cette opération fait suite aux instructions du ministre des Ressources en eau, Ali Hamam, lors de sa dernière visite à Khenchela en août dernier, au cours de laquelle il a instruit de transférer la gestion de ce service public des communes à l'ADE », a précisé le même responsable à l'APS.

A cet effet, l'ADE de Khenchela gère

depuis officiellement la distribution de 2.000 m3 d'eau potable au profit des habitants de Chechar, a ajouté la même source.

L'approvisionnement des habitants de Chechar et les régions de Frijou et Siar provient des eaux souterraines à la faveur de 3 puits d'une capacité de 40 litres/seconde, a ajouté le même responsable, ainsi que du barrage de Babar pour atteindre un volume de 2.000 m3.

En ce sens, un nouveau siège de l'ADE a été ouvert samedi à Chechar afin de fournir aux habitants de la région les services nécessaires, dont diverses informations sur la distribution de l'eau potable à travers les quartiers de cette collectivité

locale, a révélé M. Hannachi, soulignant qu'un guichet pour payer les factures a été aussi ouvert. Le même responsable a également déclaré que l'ADE compte « bientôt » prendre en charge la distribution de l'eau potable dans les communes de Bouhmama, Ain Touila et Baghai, dans le but d'améliorer le service fourni aux citoyens et d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable. L'ADE gère actuellement la distribution de l'eau potable aux habitants de 9 communes, à savoir, Chechar, Babar, Kais, Khenchela, El Hamma, Taouzianet, N'sigha, El Mahmal et Ouled Rechache, a-t-on conclu.

K. N.

Tizi-Ouzou

Lancement d'une caravane de formation en apiculture

Une caravane de sensibilisation et de formation en apiculture a été lancée samedi à partir de la commune de Bouzguene (70 Km à l'est de Tizi-Ouzou) a-t-on appris auprès des organisateurs de cette initiative. Organisée par la chambre d'agriculture de la wilaya (CAW) en collaboration avec la direction locale de l'agriculture (DSA) et le Conseil local interprofessionnel de la filière, cette caravane de formation sillonnera l'ensemble des localités de la wilaya, a déclaré à l'APS, Saidani Hamid, premier responsable de la CAW.

L'objectif de la caravane est de « se rap-

procher des apiculteurs qui vu l'éloignement géographique ne peuvent se permettre de se déplacer au chef-lieu de wilaya pour bénéficier des formations dispensées en la matière », a expliqué M.Saidani.

La wilaya de Tizi-Ouzou, qui compte plus de 4 000 apiculteurs et est classée parmi les premières au niveau national en matière de production d'essaims, enregistre, cependant, « un recul de production de miel ces dernières années » a-t-il souligné.

Il y a quelques années, « une seule

ruche donnait un rendement de 18 à 25 litres de miel tandis que présentement il ne dépasse pas les 5 litres, ce qui représente un taux de près 80% », a-t-il précisé.

Cette réalité est due, notamment, selon le même responsable « au changement des conditions climatiques enregistrées ces dernières années au niveau de la wilaya ».

Et c'est justement l'objectif de cette formation, à savoir, « d'expliquer, sensibiliser et apprendre aux apiculteurs de la wilaya comment faire face à cette nouvelle donne » a-t-il soutenu.

R. T.

Oum El-Bouaghi

Distribution "prochaine" de 1.000 logements ruraux

Au total, 1.000 logements ruraux seront distribués à travers les communes de la wilaya d'Oum El-Bouaghi « au courant de ce mois d'octobre », a indiqué samedi le directeur local du logement, Fodil Benyounes.

Le même responsable a précisé à l'APS que ce quota de logements s'inscrit dans le cadre du programme de l'Etat concernant l'attribution des aides financières pour la

construction de logements ruraux au titre de l'année 2019.

La répartition de ces logements sur les communes de la wilaya prend en considération l'état d'avancement de la réalisation des programmes précédents, ainsi que la nature rurale des communes, a ajouté M.Benyounes.

S'agissant de la réalisation de 2.000

logements ruraux dont les aides financières ont été distribuées aux bénéficiaires au cours des années 2017 et 2018, la même source a révélé que des comités de wilaya suivent l'avancement des travaux afin d'ajouter des quotas supplémentaires aux communes qui affichent un taux de réalisation élevé.

R. O.

DIVERS ►►

Pour tenter de calmer la protestation

Baghdad annonce des mesures sociales

Le gouvernement irakien a annoncé hier matin une série de mesures sociales en réponse aux demandes des manifestants, afin de tenter de mettre fin à une contestation populaire au cours de laquelle près de 100 personnes ont été tuées en moins d'une semaine.



antisystème», a dit à l'AFP, Fanar Haddad, spécialiste de l'Irak.

Les autorités ont réclamé du temps aux manifestants pour mettre en place des réformes afin d'améliorer les conditions de vie des 40 millions d'Irakiens.

La cheffe de la mission de l'ONU en Irak, Jeanine Hennis-Plasschaert, a, elle exhorté samedi «toutes les parties à s'arrêter et à réfléchir». «Cinq jours de morts et de blessés. Il faut que ça cesse», a-t-elle écrit sur Twitter.

AFP

Palestine

Deux enfants arrêtés à El-Qods occupée

Deux enfants palestiniens ont été arrêtés vendredi soir par les forces d'occupation israéliennes dans un quartier de la localité de Silwan, au sud de la Mosquée Al-Aqsa à El Qods occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne, Wafa, citant des sources locales.

Nasr Iyad al-Awar et Taha Aweidah, âgés de 10 ans, ont été arrêtés dans la rue du quartier, selon les mêmes sources.

Au nord de la province d'Al-Khelil en Cisjordanie occupée, des dizaines de Palestiniens ont été victimes de suffocation suite au lancement par des soldats de l'armée de l'occupation de grenades de gaz lacrymogène et des bombes assourdissantes dans la localité de Beit Ummar, selon des sources locales et de sécurité.

Selon les mêmes sources, un adolescent de 16 ans a été arrêté lors de l'incursion israélienne au niveau de la localité.

Les forces d'occupation israéliennes procèdent régulièrement à des incursions en Cisjordanie - y compris à El Qods occupée, sous prétexte d'arrêter des Palestiniens «recherchés», ce qui provoque des affrontements avec les habitants.

Selon des chiffres palestiniens, environ 5 700 Palestiniens - dont de nombreuses femmes et enfants - sont détenus actuellement dans les geôles israéliennes.

L. G.

Samedi, l'ONU a de son côté appelé à la fin des violences, au 5^{ème} jour d'un mouvement spontané qui réclame le départ du gouvernement, accusé de corruption.

A l'issue d'un Conseil extraordinaire, le gouvernement d'Adel Abdel Mahdi, confronté à son plus grand défi depuis son entrée en fonctions, il y a un an, a annoncé tôt hier, un décret comprenant 17 mesures sociales, allant de l'aide au logement à l'allocation de pensions aux jeunes sans emploi.

Il a également décidé la construction de 100 000 logements. En septembre, les autorités locales de plusieurs régions du pays avaient entamé des destructions de maisons situées dans des quartiers informels, où vivent trois millions d'Irakiens qui ont construit sans autorisation sur des terrains de l'Etat.

En outre, le cabinet a ordonné

l'installation de halles pour les vendeurs ambulants, dans une tentative de créer des emplois, notamment parmi les jeunes dont un sur quatre est au chômage en Irak.

Ce chômage des jeunes est le premier moteur de la contestation lancée mardi et une question sensible en Irak, où un jeune s'est immolé en septembre à Kout (sud) après s'être vu confisquer son chariot de vendeur ambulancier.

Les autorités, qui accusent des «saboteurs» et des «tireurs non identifiés» infiltrés de cibler manifestants et forces de l'ordre, ont, par ailleurs, annoncé dimanche avoir inscrit les personnes tuées depuis mardi dans les violences sur la liste des «martyrs», ouvrant la voie à des dédommagements pour leurs proches.

«Non partisan»

Depuis mardi, selon la Commission gouvernementale

des droits humains, au moins 99 personnes ont été tuées et quelque 4 000 blessées. La plupart des manifestants tués l'ont été par balles, selon des sources médicales, qui avaient indiqué vendredi que six policiers étaient morts depuis le début des manifestations.

Hier matin, la situation était calme dans les rues de la capitale Baghdad.

Au cours des violences, des sièges de différents partis politiques ont été saccagés et incendiés, alors que les Irakiens conspuent régulièrement leur classe dirigeante dans le 12^{ème} pays le plus corrompu au monde, selon Transparency International.

Samedi, le président du Parlement, Mohammed al-Halboussi, avait proposé une série de réformes pour la justice sociale, mais l'Assemblée n'était pas parvenue à tenir séance faute

de quorum, en raison du boycott de plusieurs listes.

Né d'appels sur les réseaux sociaux, le mouvement de contestation dénonce la corruption, le chômage et la déliquescence des services publics dans un pays en pénurie chronique d'électricité et d'eau potable, et qui est sorti fin 2017 - avec la proclamation de la victoire sur le groupe jihadiste Etat islamique - de près de quatre décennies de conflits.

Ce mouvement touche essentiellement la capitale Bagdad et le sud du pays. Spontané, il est présenté par les manifestants comme «non partisan», par opposition aux précédentes mobilisations.

«Personne ne nous représente. On ne veut plus des partis, on ne veut plus de personne qui parle en notre nom», a lancé vendredi un manifestant à l'AFP.

«Ce sont des manifestations

Syrie

Le ministre libanais de la Défense demande plus de coopération militaire

Le ministre libanais de la Défense, Elias Bou Saab, a souligné samedi, la nécessité de renforcer la coopération entre les armées libanaise et syrienne afin de contrôler les frontières dans la vallée de la Bekaa et de mettre fin à la contrebande.

«Je ne peux pas entamer de dialogue direct avec les autorités syriennes pour renforcer la coopération si le gouvernement ne prend pas de

décision à cet égard», a déclaré M. Bou Saab, cité par l'agence de presse nationale.

Il a ajouté que les armées syrienne et libanaise sont déployées aux frontières de la vallée de la Bekaa pour empêcher la contrebande, mais que des efforts supplémentaires sont nécessaires dans cette région.

Cependant, il a fait remarquer que le contrôle des frontières du nord avec la Syrie est plus

avancé.

«Nous pouvons vous assurer que les camions ne peuvent pas traverser ces frontières», a-t-il déclaré.

Le gouvernement tente de contrôler plusieurs passages frontaliers illégaux au Liban afin de mettre un terme à la contrebande de produits et de protéger les marchands et les producteurs libanais.

Reda A.

Afghanistan

Une explosion touche un véhicule officiel dans la capitale

Au moins une personne a été blessée samedi dans une explosion sur une artère centrale de Kaboul, capitale de l'Afghanistan, provoquant la panique parmi les habitants du quartier animé, a rapporté l'agence Xinhua.

«Nous avons entendu une énorme explosion sur Asamay

road, dans le district 2 de la police, vers 18h15 heure locale et tout le quartier est désormais bouclé», a déclaré à Xinhua Aman Karimi, un témoin oculaire.

Parallèlement, un responsable du ministère de l'Intérieur a indiqué qu'un engin explosif improvisé avait touché un véhicule du ministère, blessant un respon-

sable du centre de formation du ministère de l'Intérieur.

Le blessé a été transféré vers un hôpital voisin par un véhicule de la police. Aucun groupe n'a revendiqué l'incident.

Le fonctionnaire a fait remarquer qu'une enquête est en cours.

La capitale afghane, qui compte près de 5 millions d'habitants, a

été touchée par une série d'attentats terroristes ces deux dernières années.

Le 17 septembre, un kamikaze taliban a frappé un groupe de personnes amassées près d'un quartier diplomatique, faisant 22 morts, dont six militaires, et 38 blessés.

Riad D.



Pour élire ses députés

La Tunisie vote sans engouement

Les Tunisiens ont commencé à élire dimanche leurs députés lors d'un scrutin qui pourrait signer, dans le prolongement du premier tour de la présidentielle, un profond rejet des partis traditionnels, conduisant à un Parlement éclaté en une multitude de formations novices.

Signe visible de ce rejet: si, en 2011, lors des premières législatives après la révolution, les électeurs montraient fièrement leur doigt marqué d'encre, dimanche la plupart essayaient prestement cette empreinte électorale. Ainsi, Mohamed Daadaa, 60 ans, a voté «sans aucun espoir d'un changement positif dans ce pays».

«Je n'ai confiance en personne et en aucun parti politique. La vie ne fait qu'empirer dans ce pays!», s'empêche-t-il.

«Les gens n'ont plus confiance dans les anciens partis, et ils ne connaissent pas les nouveaux donc ils ne sont pas motivés par ce scrutin», a estimé un jeune observateur de l'organisation tunisienne Mourakiboun, Ali Rekiki.

Ces troisièmes législatives depuis 2011 sont en outre éclipsées par une présidentielle à suspense, pour laquelle deux candidats en rupture avec les élites politiques restent en lice pour le second tour de dimanche prochain: Kais Saïed, un juriste sans structure partisane, et Nabil Karoui, fondateur du mouvement Qalb Tounes («Coeur de la Tunisie») et actuellement en prison.

Elles sont pourtant cruciales dans le berceau du Printemps arabe, où le Parlement est chargé des questions préoccupant le plus les Tunisiens: l'économie qui peine à décoller, le chômage bien ancré, les services publics défaillants et l'inflation.

Les sept millions d'électeurs sont appelés aux urnes jusqu'à 18H00 (17H00 GMT), et les résultats préliminaires sont attendus mercredi. Mais, comme pour le premier tour de la présidentielle le 15 septembre, des sondages devraient donner une première tendance dès dimanche soir.

Trois semaines après ce premier acte du scrutin présidentiel qui a balayé les dirigeants sortants, les sondages officieux évoquent l'arrivée d'une vague d'indépendants,



qui représentent un tiers des listes en lice, et de nouveaux partis.

Situation «anormale»

Plus de 15.000 candidats se disputent 217 sièges, dans un Parlement jusque-là dominé par le parti d'inspiration islamiste Ennahdha, qui avait conclu il y a cinq ans une alliance contre-nature avec le principal parti du centre, Nidaa Tounes, depuis décimé par les luttes de pouvoir.

Ennahdha est à ce jour en perte de vitesse et au coude-à-coude avec Qalb Tounes, créé il y a moins de six mois par M. Karoui, un homme d'affaires controversé issu de Nidaa Tounes.

Sous le coup d'une enquête depuis 2017 pour blanchiment et fraude fiscale, le fondateur de la chaîne Nessma TV est en détention depuis fin août, une affaire qui a largement focalisé l'attention des Tunisiens.

La date de son arrestation, peu avant la campagne présidentielle, et ses modalités juridiques, ont alimenté des soupçons d'instrumentalisation de la justice. Les partisans de M. Karoui ont réclamé un report du second tour de la présidentielle.

Signe de l'inquiétude grandissante autour de l'issue de ces scrutins cruciaux pour consolider les acquis démocratiques, le président par intérim Mohammed Ennaceur a souligné vendredi que l'incarcération d'un

candidat pourrait avoir de «graves» répercussions.

L'ONU a appelé à des élections «pacifiques et transparentes». Un bon score de Qalb Tounes aux législatives pourrait être un atout pour Nabil Karoui dimanche prochain. M. Saïed n'a lui donné aucune consigne de vote pour dimanche, une position qui participe à brouiller un paysage politique sans clivage clair.

Face à l'exaspération de l'électorat lassé des basses manoeuvres politiciennes, nombre de formations ont tenté de présenter des visages nouveaux, tel le mouvement Aïch Tounsi, issu de la société civile.

Nouveaux venus

Un autre nouveau venu, la coalition Karama menée par l'avocat islamiste populiste Seïfeddine Makhoul tente de concurrencer Ennahdha, qui a perdu une partie de son électorat —le score du chef historique Rached Ghannouchi à Tunis sera scruté.

A l'autre extrémité, le Parti destourien libre, porté par l'avocate anti-islamiste Abir Moussi, pourrait faire un meilleur score que les 4% de sa chef de file au premier tour de la présidentielle.

Cet émiettement, alors que le parti arrivé en tête devra convaincre au moins 109 députés pour former un gouvernement, augure de houleuses négociations.

Les partis donnés en tête, Ennahdha et Qalb Tounes, ont officiellement exclu toute alliance entre eux.

Le parti arrivé en tête disposera de deux mois pour dégager une majorité au Parlement, le nouveau président de la République n'intervenant qu'en cas de blocage au terme de cette période.

Une fois formé, le gouvernement aura la lourde tâche de relancer l'économie et de résorber une dette paralysante: si la menace terroriste n'est plus un sujet majeur, quatre ans après une série d'attentats meurtriers, la transition démocratique reste fragilisée par les difficultés sociales persistantes.

AFP

Pour la mise en place de 1,4 GWh de capacité de stockage électrique Un appel d'offres bientôt lancé en Afrique du sud

La compagnie électrique nationale de l'Afrique du Sud «l'Eskom» s'apprête à lancer un appel d'offres pour un projet de stockage d'électricité par batterie d'une capacité de 1,4 GWh, a annoncé le directeur de l'ingénierie de livraison d'énergie de la Société, Prince Moyo.

M. Moyo a affirmé que l'appel d'offres a été approuvé par le ministère des Finances de son pays et que seul l'aval du ministère des Entreprises publiques retardera encore le lancement de l'appel à manifestation d'intérêt.

Sur la base des études de faisabilité techniques réalisées par l'Eskom, l'entreprise sélectionnée réalisera la conception du projet.

Elle mettra en place les différentes installations, assurera leur exploitation ainsi que leur maintenance.

Le projet sera mis en œuvre en deux phases. La première permettra la mise en place de 800 MWh de batterie pour stocker 200 MW d'électricité.

Elle sera répartie en quatre lots et sera lancée en 2020. La seconde phase permettra la mise en place de 640 MWh pour le stockage de 160 MW d'électricité et sera lancée avant fin 2021. Environ 10 sites ont été identifiés par l'Eskom pour accueillir ces installations.

La compagnie électrique, a affirmé son responsable, s'est également «chargée des approbations environnementales, de l'acquisition des terrains et de l'octroi des licences à l'organisme national de réglementation énergétique».

R. L.

Les procédures suivies dans l'affaire Karoui sont basées sur la régularité

Le président de l'Association des magistrats tunisiens (AMT), Anas Hamadi, a insisté, samedi, sur la régularité des procédures suivies dans l'affaire de Nabil Karoui, président du parti Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie) et candidat au deuxième tour de la présidentielle anticipée dans ce pays.

«Cette affaire a été examinée par l'inspection générale du ministère de la Justice qui a soumis son rapport au Conseil supérieur de la magistrature», a ajouté le président de l'AMT qui s'exprimait en marge de la réunion du

conseil national de l'organisation tenue au club des magistrats à la Soukra (gouvernorat de l'Ariana).

«On s'attend bien que l'inspection générale n'aura pas passé sous silence toutes formes d'irrégularités», précise-t-il, affirmant que le service judiciaire traverse une étape critique à l'occasion des élections législatives et présidentielle et est la cible de tentatives de l'influencer par cette partie politique pour des considérations électoralistes.

«Le pouvoir judiciaire a prouvé son intégrité,

son impartialité et son indépendance. Il prend ses décisions à la lumière des documents et des justificatifs contenus dans les dossiers à trancher soit en condamnant ou en innocentant un coupable loin des considérations politiques ou partisans», plaide-t-il.

Anas Hamadi a appelé les partis et les organisations nationales à respecter les décisions de justice et à tenir le service judiciaire «à l'abri des tiraillements politiques et électoralistes».

K. M.

Niger-Bénin

Un pipeline pour booster la production de brut

Le pipeline Niger-Bénin, une fois réalisé, permettra au Niger d'accroître sa production, qui est initialement d'un million de tonnes (Mt) par an pendant la première phase d'exploitation, à 4,5 millions tonnes par an pour la deuxième, a indiqué la société en charge de la construction de ce pipeline.

Ce pipeline permettra au pays de faire partie des pays exportateurs du pétrole brut sur le marché international «a fait

savoir Wapco-Niger, la société chinoise en charge de la construction et de l'exploitation du système intégré du pipeline d'export du pétrole brut.

Toujours d'après la même source, cette manne issue de l'or noir permettra d'améliorer davantage les recettes fiscales du pays, de créer beaucoup d'emplois notamment pour les jeunes, mais aussi d'assurer d'une façon générale un meilleur développement

économique et social.

«L'exportation du pétrole brut permettra au Niger d'avoir de belles perspectives et de garantir un avenir radieux à sa jeunesse», soutient Wapco-Niger. Long d'environ 2000 km, ce pipeline, dont les travaux ont démarré le 17 septembre 2019, va permettre l'exportation du pétrole brut du Niger vers le terminal du port de Sèmè, au Bénin.

K. T.

Brexit

Reprise de difficiles discussions entre l'UE et Londres

De difficiles discussions sur le Brexit doivent reprendre aujourd'hui entre Britanniques et Européens, qui ont jugé largement insuffisante l'offre de Boris Johnson pour éviter un divorce chaotique, le 31 octobre, conduisant ce dernier à appeler samedi dernier, plusieurs dirigeants européens.

L'un de ses interlocuteurs, le Premier ministre finlandais, Antti Rinne, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, a déclaré avoir dit à M. Johnson qu'il était «important de trouver une solution d'ici une semaine». «Johnson a dit qu'il était d'accord avec ce calendrier», a-t-il ajouté.

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a de son côté indiqué sur Twitter s'être entretenu avec son homologue britannique et lui avoir dit que «des questions importantes demeurent concernant les propositions britanniques» et qu'«il y a beaucoup de travail à faire avant» le sommet crucial de l'UE des 17 et 18 octobre.

Le Premier ministre britannique devait appeler d'autres dirigeants après l'offre qu'il leur a soumise mercredi, que Londres considère comme un «compromis juste et raisonnable». «Nous voulons un accord et les discussions vont se poursuivre aujourd'hui sur la



base de notre offre», a assuré un porte-parole britannique.

Mais Bruxelles n'est apparemment pas sur la même longueur d'onde. «Les propositions du Royaume-Uni ne constituent pas une base pour conclure un accord», a ainsi estimé vendredi un porte-parole de la Commission européenne, Natasha Bertaud.

Le projet du Premier ministre britannique vise à mettre fin au casse-tête de la frontière irlandaise, en évitant le retour de contrôles après le Brexit entre la république d'Irlande, membre de l'UE, et la province britannique d'Irlande du Nord, qui quittera l'UE comme le reste du Royaume-Uni.

Mais les Européens ont accueilli ce projet avec scepticisme, estimant qu'il comportait des points «problématiques» et devait être retravaillé. Boris Johnson a estimé avoir fait sa part du chemin et que Bruxelles devait faire preuve de «flexibilité».

Dans des articles identiques pour le Sunday Express et le Sun on Sunday, deux journaux britanniques qui soutiennent le Brexit, M. Johnson a déclaré que l'UE devait à présent montrer «sa propre disposition à conclure un accord que le Parlement britan-

nique puisse soutenir».

«Le Brexit, le 31 octobre»

Les dirigeants de l'UE «ne doivent pas être sous l'influence d'illusions ou de malentendus», a ajouté Boris Johnson. «Il n'y aura plus d'indécision ou de retard. Le 31 octobre, nous allons faire le Brexit».

«Aujourd'hui, un accord est très difficile, mais il reste possible», a déclaré au quotidien français Le Monde le négociateur en chef du Brexit pour l'UE, Michel Barnier. Avant d'ajouter que si le gouvernement britannique ne «revient pas avec de nouvelles propositions sur deux problèmes graves que nous leur avons signalés, je ne vois pas comment nous pourrions avancer». Les problèmes en question sont : le retour des contrôles douaniers entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, et le droit de veto que Londres souhaite accorder à l'Irlande du Nord.

De son côté, parlant à la presse à Dublin, le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, a confié que ses services étaient sur le point d'organiser un entretien avec Boris Johnson «la semaine prochaine» afin d'essayer de trouver une solution.

Les dirigeants européens devront décider lors du prochain sommet de Bruxelles les 17 et 18 octobre si les conditions sont réunies pour accepter un nouveau report de la date de sortie du Royaume-Uni, prévue le 31 octobre.

Mais M. Johnson a promis un Brexit à cette date coûte que coûte, en dépit d'une loi récemment adoptée par les députés britanniques le contraignant à demander un report faute d'accord, afin d'éviter un «no deal» aux conséquences économiques et sociales potentiellement désastreuses.

Le Daily Telegraph a de nouveau évoqué samedi la possibilité que la Hongrie de Viktor Orban vienne au secours de Boris Johnson dans le cas où le Premier ministre britannique serait forcé de demander ce report du Brexit, dont il ne veut à aucun prix.

Un report doit en effet être approuvé à l'unanimité des Etats membres, et une seule défection suffirait à bloquer cette demande.

«Jusqu'à présent, il n'y a pas de demande de report, aussi il n'y pas matière à spéculations», a déclaré à l'AFP, une source au ministère hongrois des Affaires étrangères.

AFP

Venezuela et Russie prolongent leur collaboration militaire

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a annoncé que le Venezuela et la Russie ont renouvelé samedi des contrats «de soutien et de conseil» en matière militaire et énergétique qui incluent la participation d'entreprises russes dans le pays sud-américain.

«Nous avons renouvelé tous les contrats d'appui, de conseil et de développement dans le domaine technique militaire», a déclaré M. Maduro après avoir rencontré le vice-Premier ministre russe, Iouri Borissov.

Bien qu'il n'ait pas donné de détails sur les nouveaux accords signés, le président vénézuélien a souligné qu'ils incluent «la participation d'entreprises russes dans tous les domaines de la production stratégique», comme le pétrole, le gaz et l'agriculture.

La «coopération technico-militaire», quant à elle, «suit parfaitement la marche prévue», a ajouté le dirigeant socialiste à la télévision gouvernementale.

M. Maduro avait avancé mercredi dernier que la visite de Iouri Borissov servirait à «finir de sceller» des accords dans divers domaines avec l'administration du président russe Vladimir Poutine.

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a soutenu vendredi à La Havane M. Maduro, dont la légitimité n'est plus reconnue par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis, qui considèrent le chef de l'opposition, Juan Guaido, comme le président par intérim du pays.

M. Maduro a salué le «discours extraordinaire» du Premier ministre russe, et l'a remercié pour «les concepts émis» à propos du Venezuela.

La semaine dernière, le président vénézuélien avait effectué une visite officielle au Kremlin où il avait été reçu par Vladimir Poutine.

R. I.

Brésil

Bolsonaro exige une enquête rapide sur la pollution aux hydrocarbures

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, a ordonné samedi aux services compétents de mener une enquête rapide afin d'identifier les responsables de la pollution aux hydrocarbures survenue récemment sur quelque 125 plages du nord-est du pays.

Selon un message publié sur Twitter par le ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, le président a demandé aux instances compétentes «d'enquêter sur les causes et déterminer les responsabilités» sur ce phénomène et de rapporter «dans un délai de 48 heures» les résultats.

La police a déjà annoncé mercredi dernier l'ouverture d'une enquête pour évaluer la possibilité d'un «crime environnemental»

suite à l'apparition de nombreuses galettes de pétrole sur de nombreuses plages du Brésil.

Cette pollution, constatée depuis début septembre sur des plages de huit Etats brésiliens, a déjà causé la mort de tortues marines.

«Les premiers éléments montrent que le pétrole qui pollue toutes ces plages aurait la même origine, qui n'a toujours pas été déterminée», a indiqué l'agence environnementale publique Ibama.

Des images de grandes galettes noires au milieu du sable sur des plages paradisiaques du nord-est circulent depuis plusieurs semaines dans les médias brésiliens.

La compagnie pétrolière publique Petrobras a accepté de prendre part au nettoyage des plages, bien qu'elle assure que les analyses de prélèvements montrent que ce pétrole «n'est ni produit ni commercialisé par l'entreprise».

Le secrétariat à l'Environnement du Sergipe, un des Etats touchés, a diffusé des photos sur lesquelles on peut voir un baril rouge et jaune échoué sur le sable, au-dessus d'une grande tache noire.

«Des barils ont été retrouvés sur la côte du Sergipe. Ces galettes de pétrole pourraient provenir de là», a déclaré ce secrétariat dans un communiqué.

Bilal L.

Nucléaire



Les discussions en Suède entre Washington et Pyongyang dans l'impasse

Les discussions engagées samedi en Suède sur le programme nucléaire nord-coréen se sont terminées sur une impasse, Pyongyang accusant Washington d'avoir fait échouer les consultations tandis que les Etats-Unis affirmaient au contraire qu'elles avaient été "bonnes".

Ces pourparlers constituaient la première tentative de renouer le dialogue entre les deux pays depuis l'échec du sommet de Hanoï en février entre le président Donald Trump et le dirigeant nord-coréen, Kim Jong Un.

A Stockholm, les émissaires nord-coréen, Kim Myong Gil, et américain, Stephen Biegun, se sont rencontrés sous médiation de l'envoyé spécial de la Suède, Kent Hårstedt, artisan de la libération cet été d'un étudiant australien, Alek Sigley, brièvement détenu par Pyongyang.

A l'issue de la journée, Kim Myong Gil a constaté leur échec.

«Les négociations n'ont pas satisfait nos attentes et ont finalement échoué. L'échec des négociations, qui n'ont débouché sur aucune avancée, est uniquement dû aux Etats-Unis qui n'ont pas renoncé à leur attitude habituelle», a-t-il déclaré à des journalistes devant l'ambassade nord-coréenne à Stockholm.

«Les Etats-Unis ont nourri des attentes en faisant des propositions d'approche flexible, de méthodes nouvelles et de solutions créatives. Mais ils nous ont énormément déçus et ont douché notre enthousiasme à discuter en n'apportant rien à la table des négociations», a-t-il ajouté.

Le son de cloche était tout autre côté américain, et la porte-parole de la diplomatie américaine, Morgan Ortugas, a parlé de «bonnes discussions».

Les déclarations nord-coréennes «ne reflètent pas le contenu ni l'esprit de la discussion d'aujourd'hui, qui a duré huit heures et demie», a-t-elle dit dans un communiqué.

Et les Etats-Unis ont accepté l'inv-

tation faite par les Suédois «à revenir à Stockholm pour nous revoir dans deux semaines, afin de poursuivre les consultations sur tous les sujets», a-t-elle ajouté.

Les sessions de travail se sont tenues dans une propriété située sur une île de la capitale suédoise dont l'accès était gardé par des policiers, à quelques centaines de mètres de l'ambassade nord-coréenne.

Lors d'une étape à Pékin avant son départ pour la Suède, Kim Myong Gil avait dit fonder «de grandes attentes» sur ces discussions.

Test de missile

Mais 24 heures après avoir annoncé la reprise du dialogue, la Corée du Nord a effectué mercredi un test de missile balistique mer-sol, après avoir multiplié les essais de missiles de courte portée ces derniers mois.

Jeudi, l'agence officielle nord-coréenne a expliqué que ce «nouveau type de missile balistique», présenté comme un Pukguksong-3, avait été lancé depuis un sous-marin «dans les eaux au large de la Baie de Wonsan» et annonçait «une nouvelle phase dans l'endiguement de la menace posée par les forces extérieures».

Le Pentagone a estimé que ce «missile balistique de courte à moyenne portée» avait plutôt été tiré depuis une plate-forme marine.

En visite à Athènes, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a indiqué samedi que la délégation américaine était à Stockholm «avec plusieurs idées pour mettre en oeuvre les engagements» pris par Donald Trump et Kim Jong Un à Singapour en 2018.

Des rencontres de même niveau

sur le désarmement nucléaire nord-coréen se sont déjà tenues à Stockholm en mars 2018 puis en janvier 2019, avant l'échec du sommet de Hanoï, fin février, entre les deux hommes.

Conseil de sécurité saisi

Malgré le tir de missile nord-coréen, Donald Trump, en quête d'un succès diplomatique alors qu'il est englué dans le scandale lié à une conversation controversée avec le président ukrainien, avait décidé de répondre positivement aux Nord-Coréens.

«Ils veulent discuter et nous allons prochainement discuter avec eux», avait affirmé le président américain.

Washington avait toutefois réaffirmé jeudi que ces tests «étaient inutilement provocateurs» et «ne préparaient pas le terrain à la diplomatie», appelant la Corée du Nord à y mettre fin.

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont, de leur côté, demandé une réunion à huis clos du Conseil de sécurité, qui devrait se tenir au début de la semaine, pour maintenir la pression sur Pyongyang après ce qui s'apparente selon eux à «une violation grave» des résolutions de l'ONU.

La Corée du Nord est soumise à notamment trois régimes de sanctions économiques adoptés en 2017 par l'ONU pour lui faire arrêter ses programmes d'armements nucléaires et balistiques. Ils concernent des limitations d'importations de pétrole et des interdictions liées aux exportations nord-coréennes de charbon, pêche ou textile.

AFP

Destitution

L'administration Trump dénonce le "harcèlement" des démocrates

L'administration Trump a fustigé samedi le «harcèlement» des démocrates à son encontre, après que l'opposition a sommé la Maison-Blanche de lui fournir des documents dans le cadre de l'enquête parlementaire en vue d'une procédure de destitution de Donald Trump.

Les démocrates, qui ont accusé le président américain d'«entrave» et d'«opérations de dissimulation» en refusant de collaborer avec leurs investigations, ont fait monter la pression sur l'exécutif en exigeant aussi du vice-président, Mike Pence, qu'il leur fournisse des documents.

La présidence a jusqu'au 18 octobre pour obtempérer. M. Trump est menacé d'une mise en accusation («impeachment») pour avoir demandé au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors d'un appel téléphonique, le 25 juillet, de l'aider à rassembler des informations compromettantes sur Joe Biden, bien placé pour l'affronter en 2020.

En visite à Athènes, le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a jugé samedi que le Congrès avait «maltraité les employés du département d'Etat en les contactant directement et en cherchant à obtenir des documents qui appartiennent au département d'Etat».

«C'est du harcèlement, et je ne vais pas laisser faire ça à mon équipe», a-t-il lancé.

Commentant les tensions à Washington autour de la volonté des démocrates de destituer M. Trump et leurs répercussions internationales, M. Pompeo s'est montré critique. «Quand le monde ne se concentre pas sur les choses qui comptent, sur les choses qui ont un impact sur la vraie vie des gens, et qu'au lieu de ça vous êtes pris dans une sorte de jeu idiot, ce n'est pas sain», a déclaré le chef de la diplomatie américaine.

Le secrétaire d'Etat, qui était présent lors de l'appel entre MM. Trump et Zelensky, a toutefois promis d'être «plus réactif» et de fournir «tous les documents requis par la loi». Un assistant de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants avait indiqué à CNN que M. Pompeo n'avait pas livré dans le délai imparti les documents réclamés dans une injonction envoyée le 27 septembre.

Deuxième lanceur d'alerte ?

C'est le signalement d'un lanceur d'alerte, membre des services de renseignement, qui est à l'origine du lancement d'une enquête en vue d'une procédure de destitution.

Ce lanceur d'alerte s'était inquiété du contenu de l'appel entre les présidents américain et ukrainien, jugeant que M. Trump avait «sollicité l'ingérence» de l'Ukraine dans la campagne pour sa réélection en 2020 et accusant la Maison-Blanche d'avoir cherché à «étouffer le scandale».

Vendredi soir, le New York Times a évoqué l'existence d'un deuxième lanceur d'alerte potentiel qui disposerait d'informations plus directes que le premier.

Selon le quotidien, il s'agit également d'un membre des services de renseignement, qui figure parmi les personnes interrogées par l'inspecteur général des services, Michael Atkinson, pour corroborer les dires du premier lanceur d'alerte.

Le deuxième homme se serait lui aussi alarmé de l'attitude du président vis-à-vis de l'Ukraine, et il réfléchit à déposer sa propre plainte afin de témoigner devant le Congrès, d'après le journal.

Donald Trump a de nouveau défendu samedi son coup de fil «parfait» avec M. Zelensky, accusant le lanceur d'alerte d'être inexact dans sa version des faits.

«Les médias sont corrompus. Ils n'ont rien à voir avec la vérité. Le New York Times et le Washington Post sont de la pure fiction», s'est-il emporté sur Twitter.

SMS embarrassants

En attendant, l'enquête a apporté de nouvelles révélations. Des SMS échangés par des diplomates américains, très embarrassants pour M. Trump et rendus publics jeudi par le Congrès, démontrent que l'administration américaine a bien fait pression sur le président ukrainien pour qu'il enquête sur Joe Biden à l'approche de la présidentielle. «Je me fiche de la campagne de Biden, mais pas de la corruption», a lancé vendredi M. Trump, reprenant des accusations non étayées contre le fils de l'ancien vice-président américain qui avait siégé à partir de 2014 au conseil d'administration d'une entreprise gazière ukrainienne. M. Biden a rétorqué en le qualifiant de «président le plus corrompu que nous ayons eu dans l'histoire moderne».

M. Trump a reconnu que la procédure de mise en accusation allait probablement aboutir à la Chambre des représentants, et appelé les républicains à faire bloc au Sénat où ils sont majoritaires, car c'est là qu'aura lieu un éventuel «procès». Pour l'instant, la plupart des ténors républicains se gardent d'émettre des critiques.

Parmi les exceptions, Mitt Romney, ex-candidat à la présidentielle en 2012 et sénateur de l'Utah, a jugé «épouvantable» que le président ait appelé des puissances étrangères à enquêter sur M. Biden. Ce qui lui a valu d'être traité de «crétin prétentieux» samedi par Donald Trump. «Quelqu'un pourrait-il réveiller Mitt Romney et lui dire que ma conversation avec le président ukrainien était agréable et très convenable», a tweeté le président.

«Si Mitt Romney avait travaillé aussi dur sur Obama, il aurait gagné. Malheureusement, il s'est planté!», a-t-il ironisé en référence à sa défaite à la présidentielle.

AFP

Hong Kong

La majorité des stations de métro fermée, nouvelle manifestation

La majorité des stations du métro hongkongais demeurait fermée dimanche, paralysant toujours la ville deux jours après un déferlement d'actes de vandalisme contre le réseau, alors que de nouvelles manifestations étaient attendues dans l'après-midi.

De leur côté, des élus prodémocratie du Conseil législatif (LegCo), le Parlement local, vont défendre dimanche un recours contre la décision de l'exécutif d'interdire le port du masque lors des manifestations en invoquant des dispositions d'urgence court-circuitant le contrôle parlementaire.

C'est cette décision annoncée vendredi par la cheffe de l'exécutif Carrie Lam qui a,



encore, mis le feu aux poudres et débouché sur une soirée de violences et d'actes de dégradation ciblés notamment contre MTR, la société gérant le métro de Hong Kong, et accusée de faire le jeu de Pékin.

Hong Kong traverse depuis quatre mois sa pire crise politique, avec des actions et manifestations quasi-quotidiennes pour dénoncer le recul des libertés et la mainmise grandissante du gouvernement chinois sur

les affaires de sa région semi-autonome, et exiger aussi des réformes démocratiques.

Alors que les métros n'avaient pas circulé samedi, la société MTR a indiqué que 45 stations étaient ouvertes dimanche, mais que 48 resteraient fermées, notamment dans les quartiers touristiques du centre et dans ceux qui ont été particulièrement affectés par la contestation. Sur les forums en ligne utilisés par les manifestants, des appels ont été lancés en faveur d'un nouveau rassemblement dans l'après-midi à Victoria Park, un grand parc au cœur de l'île de Hong Kong.

Samedi, des milliers de manifestants ont encore pris part à des rassemblements non autorisés et des flashmobs dans divers quartiers de la ville. La loi d'urgence invoquée vendredi par Carrie Lam date de 1922, une époque où Hong Kong était une colonie britannique, et ses dispositions n'avaient plus été utilisées depuis les émeutes de 1967.

Elle autorise l'exécutif à prendre «n'importe quelle mesure», sans feu vert du corps législatif, dans l'éventualité d'une situation d'urgence ou d'un danger pour la population.

Le choix de l'invoquer a été salué par Pékin et par les partisans du gouvernement. Mais l'opposition et les manifestants y voient les prémices d'une dérive autoritaire.

Reda A.

Mexique

Un narcotrafiquant tué pendant une interview avec un journaliste

Un trafiquant de drogue présumé a été tué par balle dans le nord du Mexique alors qu'il donnait une interview à un journaliste américain travaillant pour la chaîne National Geographic, qui a lui-même été blessé, ont annoncé samedi les autorités locales.

L'attaque s'est produite vendredi soir dans un quartier populaire de Ciudad Juárez, une ville à la criminalité galopante de l'Etat de Chihuahua près de la frontière américaine.

«Un trafiquant de drogue présumé a été tué alors qu'il était apparemment en train d'être interviewé par une équipe de télévision. Des hommes armés d'une bande rivale sont arrivés et ont fait feu», a annoncé le parquet de Chihuahua dans un communiqué.

«Le journaliste a été transféré dans un hôpital de la ville où il est traité pour une blessure par balle à la jambe», a-t-il précisé.

Samedi matin, les autres membres de l'équipe de tournage, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été rapatriés aux Etats-Unis.

Le Mexique fait partie des pays les plus dangereux pour la presse, avec une centaine de journalistes tués depuis 2000 sur fond de violences liées au trafic de drogue et à la corruption politique.

H. R.

Colombie

52 ex-membres des Farc assassinés depuis janvier

Cinquante-deux (52) ex-membres de la guérilla dissoute des Farc ont été assassinés depuis janvier dernier, selon la Mission de vérification de l'ONU en Colombie, chargée de contrôler la mise en œuvre de l'accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement et le groupe armé.

Selon un communiqué de la Mission onusienne, relayé par des médias, 24 ex-guérilleros ont été tués dans le pays sud-américain, entre le 27 juin au le 26 septembre. «Depuis la signature de l'accord de paix (en novembre 2016), la mission a recensé 147 homicides, 12 disparitions et 21 tentatives d'homicide», a ajouté le communiqué publié vendredi à Bogota, relayant

les grandes lignes d'un rapport à ce sujet du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

La majorité de ces assassinats ont été commis dans les départements du Cauca, Nariño, Caqueti, Valle del Cauca, Putumayo (sud-ouest), Antioquia (nord-ouest), Norte de Santander (nord-est) et Meta (centre).

Citant le rapport du chef de l'ONU, la mission onusienne a ajouté que «la grande majorité» des ex-combattants des Farc, transformées en parti politique sous le même acronyme, continuent de participer au processus de paix. M. Guterres a également appelé à la «mise en œuvre intégrée

de l'accord de paix», a précisé le texte.

Pour l'Agence pour la réincorporation et la normalisation (ARN), quelque 13.022 anciens guérilleros des ex-Farc ont adhéré au processus de paix, dont 3.112 suivent leur réinsertion sociale et économique dans des «espaces territoriaux de formation et de réincorporation» (ETCR selon le sigle espagnol).

En vertu de l'accord de paix de 2016, l'ex-guérilla des Farc a démobilisé ses combattants et abandonné l'action armée en se transformant en parti politique actuellement représenté par 10 membres aux deux chambres du Parlement.

Bilal L.

Jordanie

Suspension d'une grève des enseignants après un accord sur les salaires

Le syndicat de l'enseignement public en Jordanie a annoncé dimanche la suspension d'une grève d'un mois après avoir obtenu du gouvernement un accord de revalorisation des salaires. Lancée le 8 septembre, une semaine après la rentrée scolaire, cette grève a paralysé environ 4.000 écoles publiques, où sont inscrits plus d'1,4 million d'élèves jordaniens.

Les enseignants du secteur public réclamaient une hausse de 50% de leur salaire de base, «le plus bas parmi les fonctionnaires de l'Etat», selon leur syndicat.

«Nous sommes parvenus à conclure un accord historique avec le gouvernement et nous appelons nos collègues à suspendre la grève après que nos revendications eurent été satisfaites», a déclaré dimanche à l'aube dans une conférence de presse à Amman le dirigeant syndical Nasser al-Nawasra.

Selon lui, le syndicat qui représente 100.000 enseignants a obtenu une revalorisation allant de 35 à 75% des salaires de base de ses membres.

Le gouvernement avait jusqu'à présent refusé de répondre à leur demande, leur pro-

posant fin septembre de leur accorder une augmentation mensuelle de 24 à 31 dinars (entre 30 et 40 euros).

Omar al-Razzaz, le Premier ministre, avait déclaré que cette hausse était tout ce que le gouvernement pouvait proposer, «vu les circonstances économiques actuelles».

L'an dernier, la Jordanie a été touchée par des hausses des prix de produits de base qui avaient suscité durant plusieurs jours des manifestations et entraîné la démission du gouvernement.

Dépourvue de ressources naturelles et très

dépendante d'aides étrangères, la Jordanie est confrontée à une situation économique difficile, notamment marquée par de forts taux de chômage et de pauvreté, selon des chiffres officiels. L'accueil de centaines de milliers de Syriens ayant fui la guerre pèse en outre lourdement sur les finances publiques et Amman appelle régulièrement la communauté internationale à une aide plus substantielle. Plus de 650.000 réfugiés syriens sont enregistrés auprès de l'agence des Nations unies (HCR) en Jordanie.

Riad D.

Thaïlande

Six éléphants périssent en glissant en bas d'une cascade

Six éléphants sauvages sont morts noyés après avoir glissé en bas d'une cascade dans un parc national dans le nord-est de la Thaïlande, ont rapporté samedi des médias.

Les responsables du parc national de Khao Yai ont été alertés à 03H00 du matin, les barissements des animaux ayant été entendus, ont indiqué les responsables de la préservation de la faune et de la végétation sauvages, cités par des médias.

Ils ont découvert quelques heures plus tard les corps de six éléphants au pied des chutes de Haew Narok. Deux autres se sont retrouvés coincés dans les rochers après avoir apparemment tenté de se porter au secours de leurs compagnons. Ils ont eu la vie sauve, selon les responsables de la préservation de la faune sauvage.

Sur une vidéo on pouvait voir un autre éléphant luttant désespérément pour tenter de

remonter et de rejoindre les deux piégés sur la paroi. Les responsables du parc ont lancé de la nourriture enrichie avec des suppléments alimentaires pour donner aux éléphants la force de remonter et de regagner la forêt. Selon eux, les deux éléphants «sauveteurs» ont finalement pu être secourus mais ils étaient dans un état de stress extrême, ont raconté les responsables.

D'après, le porte-parole du parc national

Sompoch Maneerat, «personne ne sait avec certitude pourquoi ils sont tombés, mais la nuit dernière, il y a eu de fortes pluies». La cascade de Haew Narok, haut lieu touristique, a été fermée au public au moment des opérations de sauvetage. Au cours des dernières décennies, la déforestation a privé les éléphants sauvages de leur habitat naturel, les mettant d'avantage au contact des hommes.

K. L.

Opéra d'Alger

Baisser de rideau sur la Première rencontre de musique andalouse

La Première rencontre de musique andalouse de style senaâ a pris fin, samedi soir à Alger, avec un concert animé par Nouredine Saoudi et une fusion entre l'Ensemble régional du genre, et l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, dirigée dans des atmosphères conviviales, par le jeune maestro Lotfi Saïdi.



Accueillie à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessal, la Première rencontre de musique andalouse, dédiée au genre senaâ sous l'intitulé de «Témoignages», entre dans le cadre du programme régulier de l'Opéra d'Alger qui oeuvre, entre autres, à la «préservation et à la socialisation de la mémoire culturelle et musicale andalouse».

Devant un public restreint, fait de connaisseurs et d'invités, la soirée de clôture a été dédiée à Abderrahmane Belhocine (1909-1982), grand maître de la musique andalouse senaâ qui a encadré plusieurs noms, devenus célèbres dans différents domaines artistiques, à l'instar de Mohamed Kheznadji et Sid Ahmed Agoumi, deux icônes, de la chanson andalouse, du Théâtre et du cinéma, respectivement.

Nouredine Saoudi, lui-même élève de Abderrahmane Belhocine, s'est dispensé, le temps d'un tour de chant, de son titre de directeur de l'Opéra Boualem-Bessal, pour enchanter l'assistance avec Ya racha el fetta et Li habiboun, deux inqilabet dans les modes, zidène et raml el maya, avant d'enchaîner, dans le genre h'çin, quelques pièces rendues dans les différentes déclinaisons mélodiques et rythmiques de la nouba.

Koulla yaoum bachaïr, Min nadh'mihi el

mordjane, Zada el hobbo wajdi, Charibna wa taba charbouna et Essaqui yanouh, sont les titres interprétés par Nouredine Saoudi, avec le vibrato d'une voix présente, à la tessiture large, soutenue par - un orchestre fusion - d'une quarantaine de musiciens issus des ensembles andalous et de musique symphonique, que Lotfi Saïdi a dirigé d'une main de maître.

Très applaudi par l'assistance qui a pris part au voyage, le ténor s'est déclaré «très heureux» d'avoir pu organiser cet hommage qui «le tenait vraiment à coeur», avant de livrer son témoignage sur son parcours d'élève dans les classes de son maître Abderrahmane Belhocine, auquel il vouera «éternellement», a-t-il réitéré, «reconnaissance et respect».

L'hommage rendu à Abderrahmane Belhocine a été également ponctué par la projection, tout au long de la soirée, d'anciennes photographies illustrant des moments de vie en classe avec ses nombreux élèves, ainsi que plusieurs témoignages de ses enfants, Mourad, devenu virtuose du piano, notamment et ses élèves durant les années 1960, tous unanimes sur «ses qualités de pédagogue rigoureux et strict».

C'est ainsi que Sid Ahmed Agoumi, très applaudi par l'assistance, fera part des raisons qui l'ont amené à s'inscrire au cours de

Abderrahmane Belhocine, se rappelant, avec beaucoup d'humour, de son souci à bien travailler la diction dans la déclamation des dialogues et à respecter le rythme et les intonations de chaque mot prononcé, chose qu'il trouvera, a-t-il dit, dans l'exercice de la chanson andalouse.

Entre chants et témoignages, le public a pris du plaisir à voir de grands noms de la culture algérienne, réunis, de l'avis d'une spectatrice, sur scène grâce à l'«oeuvre d'un homme» qui aura voué toute sa vie pour la «préservation et la promotion» de la musique andalouse dans sa variante senaâ.

La première partie de la soirée a permis d'apprécier quelques reprises, que la vingtaine de musiciens de l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, a rendu avec brio, alignant, entre autres pièces, Gabriel's Oboe d'Ennio Morricone, La Paloma de Sébastien Iradier (1809-1865), Habanera de Georges Bizet (1838-1875) et Stand by Me de Benjamin Earl Nelson (1936-2015). La Première rencontre de musique andalouse de style senaâ a accueilli depuis son ouverture, le 2 octobre dernier, les associations, El Djennadia de Boufarik, El Kaïssaria de Cherchell, Ibnou Badja de Mostaganem, ainsi qu'El Djazira et Manzah Anadil El Djazaïr d'Alger.

K. L.

Festival international de la bande dessinée d'Alger Les bédéphiles étaient au rendez-vous

Les bédéphiles étaient au rendez-vous au 12ème Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), unique événement annuel dédié au 9ème art, qui a fait cette année la part belle aux Comics et célébré les 50 ans de M'quidech, premier magazine de BD algérien.

Durant cinq jours, le public s'est immergé, dans l'univers des bulles à travers des animations et activités créatives animées par des auteurs de renom de la BD américaine (Comics), à l'honneur de cette édition qui a pris fin samedi soir.

Orné d'affiches des super-héros de Marvel et de DC Comics, le stand de l'invité d'honneur de cette édition, les Etats-Unis d'Amérique, qui a abrité une exposition des plus célèbres Comics, était pris d'assaut par des férus de la bande dessinée américaine, surtout les adolescents pour se faire dédicacer leurs BD préférées.

L'Américaine Alitha Martinez et son compatriote Chuck Collins, illustrateurs chez Marvel et DC Comics, ont animé des ateliers de création de comics les plus connus tels que Batman, personnage célébré à Alger à l'occasion des 80 ans de ce super-héros évoluant dans l'univers de DC Comics.

Alitha Martins, dessinatrice du super-héros Black Panther, a pour sa part, animé un atelier de dessin et de coloriage en compagnie de Amy Chu et Carol Burrel.

L'édition de la BD en Algérie a été également soulignée par l'écrivain et journaliste Lazhari Labter, collectionneur d'affiches de M'quidech - premier journal de BD algérien - réunies dans une exposition. Le public a ainsi revisité M'quidech, périodique de BD paru en février 1969 avant de disparaître quatre plus tard, en 1973.

Le 9ème art polonais était aussi présent au Fibda, à travers une conférence animée par Jakub Rebelka qui a présenté sa série intitulée La cité des chiens.

Grzegorz Rosinski, autre bédéiste polonais connu pour ses personnages de la série Thorgal sur la légende des Viking Barbares, était également de la partie au grand bonheur des bédéphiles algériens.

La librairie du Fibda n'a pas désempilé de férus de la BD japonaise à la recherche de nouveautés : Beastars de Paru Itagaki et Samurai 8 de Masashi Kishimoto, l'auteur de Naruto, un manga des plus vendus au monde après One Piece et Dragon Ball, entre autres.

Vêtus comme leur super-héros préférés (manga et Comics), les fans de cosplay, ont pour leur part, égayé l'Esplanade Riad El Feth par des défilés, les uns plus ébouriffant que les autres.

Un public d'habités

La commissaire du Fibda, Dalila Nedjem, s'est dit «plutôt optimiste» concernant l'avenir de cet événement qui continue de réunir, chaque année, des professionnels de tous les pays dans une atmosphère «extraordinaire» où se côtoient amateurs, créateurs et collectionneurs de la BD, dit-elle.

Le 12ème Fibda a drainé un public d'habités de ce rendez-vous qui, selon la commissaire, gagne, d'année en année, en professionnalisme en dépit des contraintes financières - un budget de «25 millions de dinars seulement» en 2019 - obligeant les organisateurs à réduire à une quinzaine le nombre de pays participants, contre une quarantaine en 2016. Ouvert mardi, le 12ème Fibda a clôt ses portes samedi dernier.

Reda A.

Cinématographie à Oran

Plaidoyer pour la mise en place de nouveaux mécanismes de financement

Des artistes du secteur cinématographique ont appelé, samedi à Oran, à revoir le système audiovisuel, à mettre en place de nouveaux mécanismes de financement de la production cinématographique et un réseau de distribution. Dans ce cadre, le chef du bureau d'Oran de l'Union nationale des arts culturels a indiqué, en marge d'une rencontre régionale sur la production cinématographique et audiovisuelle en Algérie, que la structuration de la production cinématographique et audiovisuelle souffre d'un vide terrible d'où la nécessité de revoir les lois régissant ce secteur et d'encourager l'investissement en ce domaine.

L'encouragement des investissements dans la production cinématographique passe par l'octroi d'incitations financières, telles qu'une exonération fiscale de 10 ans pour

ouvrir les salles de cinéma, permettant ainsi au distributeur de produits cinématographiques de bénéficier de réductions de taxes et de bénéficier en priorité de prêts bancaires tels que des projets économiques, a ajouté Boualem Abdelhafidh qui a présenté un bilan sur l'état des lieux de la production cinématographique en Algérie et les problèmes rencontrés par les artistes.

Le cinéaste Belfadel Sidi Mohamed a souligné, de son côté, que la production cinématographique est faible en Algérie faute de financement et le secteur privé appréhende de s'investir en n'ayant pas de garanties pour la réussite du produit cinématographique, appelant à la mise en place d'un réseau de distribution des films et l'ouverture des salles de spectacles qui sont fermés.

Le metteur en scène, Mesri Houari, a fait savoir qu'il dispose de films d'humour produits par ses propres moyens financiers, qui nécessitent une distribution pour lui permettre de récupérer ses frais.

Pour sa part, l'assistant en réalisation, Nemmiche Abdellah, a proposé de créer des syndicats qui s'occupent des métiers du cinéma et défendent les droits des artistes.

Organisée par le bureau de wilaya de l'Union nationale des arts culturels, cette rencontre, la deuxième après celle consacrée en septembre dernier aux artistes plasticiens, a été une occasion pour l'assistance dont des comédiens, des réalisateurs et des producteurs de soulever des propositions allant dans le sens de développer la production cinématographique en Algérie.

Riad D.

«On passe sa vie à dire adieu à ceux qui partent, jusqu'au jour où l'on dit adieu à ceux qui restent.»

Véra de Talleyrand-Périgord



«Adieu tristesse. Bonjour tristesse. Tu n'es pas tout à fait la mère, car les lèvres les plus pauvres te dénoncent par un sourire.»
Paul Eluard

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

LINE RENAUD RACONTE L'ÉMOTION DE CLAUDE CHIRAC LORS DE L'INHUMATION DE SON PÈRE



Le lundi 30 septembre, Jacques Chirac était inhumé au cimetière du Montparnasse, aux côtés de sa fille Laurence, comme il le souhaitait. Un dernier au revoir loin des médias, seulement en présence de ses proches. Line Renaud, qui considérait l'ancien président comme son frère, raconte.

La douleur dans la dignité. Ce lundi 30 septembre, quatre jours après la mort de l'ancien président, la famille Chirac s'est rendue aux obsèques dans le cimetière de Montparnasse. 30 personnes environ, Claude Chirac, son mari Frédéric Salat-Baroux, son fils Martin Rey-Chirac... Une cérémonie des plus confidentielles, à laquelle sa mère, Bernadette Chirac, n'a pu se rendre à cause de sa santé fragile. L'ancienne première dame n'a pu assister qu'à la première messe, dans la cathédrale Saint-Louis des Invalides.

C'est donc seule que Claude Chirac s'approche du caveau où sera enterré son père, auprès de sa sœur Laurence, morte en 2016. «Elle lui parlait, lui disait tout l'amour qu'elle avait pour lui», croit entendre Line Renaud, citée par *Le Parisien*. Puis la cadette de la famille part se mettre à l'écart, submergée par le chagrin, lorsque le reste du cercle Chirac dépose une fleur dans le caveau. Vers qui se tourner dans un moment pareil ?

C'est Line Renaud qui la rejoint, comme le raconte *Le Parisien*. Aux côtés de la famille Chirac depuis presque 45 ans, Claude la voit comme une deuxième mère.

«Claude m'a attrapé la main. C'était la main d'une femme forte, elle l'a serrée très fort». Line Renaud considérait Jacques Chirac comme son frère, et c'est justement Claude qui lui a annoncé sa mort juste avant que les médias s'emparent de la nouvelle. Les deux femmes restent unies, devant le caveau, pour un dernier au revoir. «Je me suis tournée vers son visage. Elle avait le regard caché par des lunettes, mais ses lèvres tremblaient. Elle a eu beaucoup de chagrin, et elle l'a contenu».

BEAUTÉ

CONSEILS PRATIQUES

On n'a pas toujours des amies sous le coude, au téléphone ou dans sa salle de bains pour recevoir quelques conseils judicieux, histoire de prendre soin de soi avec des recettes de sa grand-mère. Qu'à cela ne tienne, nous avons compilé les astuces des amies de nos amies...

TOMBEZ LE MASQUE

Masque bien-être : mélanger de l'huile d'olive, un peu de farine (pour épaissir) et le fruit de votre choix. Tous les fruits sont possibles et tous ont un effet embellisseur sur votre peau !!! A appliquer aussi souvent que vous le voulez.

Peau nette : mélanger 4 cuillères d'argile verte en poudre avec 1 ou 2 cuillères de jus de citron pour obtenir une pâte onctueuse. Chauffer légèrement au microondes, appliquer la préparation au pinceau. Attendre allongée 20 min, rincer !

■ **Tonique à la rose** : se concocte de glaçons à l'eau de rose à se passer sur le visage. Ça rafraîchit et c'est idéal pour fixer votre maquillage : le froid, associé à l'eau de rose, fait des merveilles !

■ **Lotion purifiante** : contre les petits boutons, mélanger 2 cl d'huile essentielle de lavande à 50 ml d'huile d'olive. Appliquer cette lotion sur le visage le soir avant d'aller au lit, car en plus, "c'est bien connu que l'odeur de lavande apaise l'esprit".

Yeux dans les yeux Ecran total : les écrans de télévision et d'ordinateur sollicitent nos yeux et ce n'est pas très bon pour eux. Alors, même plongée dans un livre, reposez-les en regardant toutes les 20 minutes au loin pendant 1 à 2 minutes afin de les décontracter.

■ **Yeux bouffis** : contre les yeux bouffis et fatigués le matin, placer 2 petites



cuillères au congélateur, 5 minutes minimum, les retirer pour ensuite appliquer la partie bombée sur ses paupières. Effet rafraîchissant assuré !

■ **Petits et grands yeux** : vous trouvez vos yeux trop petits et que vous souhaitez les agrandir, il suffit de passer un trait de crayon blanc au niveau de la muqueuse de la paupière inférieure. Et pour rétrécir votre œil il faut procéder à la même chose mais cette fois avec un crayon noir.

■ **Avant le maquillage** : Lorsque nos yeux sont cernés, accordez-vous 10 minutes avant de se maquiller : allongez-vous sur le lit et posez des compresses de thé sur vos paupières. Ensuite, mettez une touche d'anticernes, un peu d'ombre rosée et du mascara brun pour rester dans des tons neutres. Eclaircissez enfin votre regard avec une petite pointe d'ombre blanche sur le milieu de la paupière supé-

rieure jusqu'aux cils.

■ **Cheveux d'ange, cheveux doux** : pour avoir des cheveux doux, environ 1h avant le lavage des cheveux, un peu d'huile d'olive tiède. Résultat garanti !

■ **Cheveux super brillants** : Lavez-vous les cheveux avec de l'eau tiède, puis au moment du rinçage, mettez-y un peu de jus de citron, et rincez-les avec de l'eau froide... Ils sont éclatants !

■ **Volume** : pour les cheveux fins qui ne gardent pas longtemps leur volume, même lorsqu'on leur fait un brushing, brossez ses cheveux la tête en bas et créez quelques mèches de dessous pour conserver du gonflant.

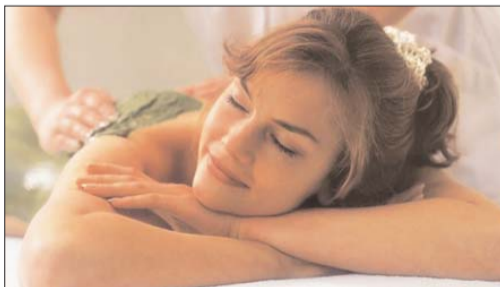
■ **Cheveux électriques** : séchez plutôt à l'air froid ou à l'air tiède, utilisez une brosse avec des poils naturels (qui ne conduisent pas l'électricité statique). Autre et dernière astuce : vaporiser la brosse de laque avant de se coiffer...

SOINS

DES SOINS POUR LE CORPS GRÂCE AUX AMANDES

DE L'AMANDE EST EXTRAITE UNE HUILE AUX VERTUS SALVATRICES.

L'huile d'amande est très bénéfique que ce soit pour la peau, les cheveux ou en usage interne, pour l'estomac. Appliquer sur la peau, elle préserve la jeunesse du visage et du corps grâce à la présence de la vitamines E, anti-oxydante. Elle a aussi des bienfaits sur l'hydratation de la peau. Ses sucres et protéines maintiennent un taux d'hydratation idéal, indispensable pour avoir une peau de pêche. Pour des cheveux brillants en pleine forme, elle s'utilise une fois par semaine en moyenne, en frictionnant les cheveux de la racine jusqu'aux pointes, il faut laisser reposer un moment et rincer. L'huile d'amande douce a aussi des propriétés cicatrisantes pour les petites blessures ou les irritations, pour les fesses des nouveau-nés par exemple. En usage interne, la protéine de ce fruit absorbe l'acidité de l'estomac, mais en plus l'huile d'amande douce extraite de la pulpe forme une couche protectrice sur les parois internes de l'estomac. Elle constitue donc un traitement des ulcères gastriques et lutte contre les fermentations intestinales. Elle a aussi des vertus laxatives et facilite la digestion des aliments.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue 2 (7^e journée)
Statu-quo en tête
du classement

Le WA Tlemcen, vainqueur du MC Saïda (1-0) lors de la septième journée, disputée samedi, a conservé le leadership de la Ligue 2 algérienne de football, alors que son dauphin, l'Olympique de Médéa s'est bien racheté de sa précédente défaite à domicile, en allant ramener une précieuse victoire de son déplacement chez le RC Arbaâ (0-2). Le WA Tlemcen a confirmé son statut de leader en remportant le derby de l'Ouest face au MC Saïda, sur un but d'Oukrif, et conserve ainsi un point d'avance sur l'Olympique Médéa (15 points), alors que la troisième place est occupée par le RC Relizane, qui dispose de 13 points après sa victoire contre le DRB Tadjenanet (2-1). De son côté, l'ancien leader RC Arbaâ concède une troisième défaite consécutive et se retrouve au neuvième rang. Derrière le trio de tête, trois équipes se regroupent à la 4^e place avec 12 points. Il s'agit de l'AS Khroub, le DRB Tadjenanet et l'OM Arzew, alors que la JSM Skikda et l'ASM Oran s'accrochent au peloton de tête. Cette 7^e journée de Ligue 2 a été marquée par les premières victoires de la JSM Béjaïa et du MC El Eulma, respectivement, devant l'USM Annaba (2-0) et l'AS Khroub sur le même score. Quoique, malgré cette victoire, le MC Eulma reste coincé dans le ventre mou du classement, avec 8 points, juste derrière le MC Saïda, le RC Arbaâ et le MO Béjaïa avec 9 unités, alors que la JSM Béjaïa est toujours dans la zone rouge avec seulement cinq unités au compteur. Dans le bas du classement, l'USM El Harrach a concédé une nouvelle défaite, en s'inclinant face à l'Amel Boussaâda (2-1). Les Harrachis restent donc lanterne-rouge, avec un seul point au compteur, alors que Boussaâda s'est donnée un peu d'air en remontant au 13^e rang, avec 6 points. De son côté, l'USM Annaba (4 points) est toujours reléguable, après un nouveau revers en déplacement. La 8^e journée du Championnat d'Algérie de Ligue 2 a été programmée le 12 octobre, alors que la 9^e journée aura lieu le 19 octobre, à l'exception des rencontres JSM Béjaïa - AS Khroub et MC Saïda - USM El Harrach, fixées au 17 octobre. Par ailleurs, le match USM El Harrach - JSM Béjaïa, comptant pour la mise à jour de la sixième journée du Championnat de Ligue 2, aura lieu le 22 octobre, au stade de Dar El Beïda (Alger), a indiqué samedi la Ligue de football professionnel (LFP).

Résultats et classement :

OMA-MOB	2-1
RCR-DRBT	2-1
RCA-OM	0-2
ABS-USMH	2-1
ASMO-JSMS	3-1
JSMB-USMA	2-0
MCEE-ASK	2-0
WAT-MCS	1-0

	Pts	J
1). WA Tlemcen	16	7
2). O. Médéa	15	7
3). RC Relizane	13	7
4). AS Khroub	12	7
—). DRB Tadjenanet	12	7
—). OM Arzew	12	7
7). JSM Skikda	11	7
—). ASM Oran	11	7
9). MC Saïda	9	7
—). RC Arbaâ	9	7
—). MO Béjaïa	9	7
12). MC El-Eulma	8	7
13). A. Boussaâda	6	7
14). JSM Béjaïa	5	6
15). USM Annaba	4	7
16). USM El-Harrach	1	6

Ligue 1 algérienne (7^e journée)
Le Doyen enchante, l'USMA déçante

Le MC Alger a gardé son fauteuil de leader de la Ligue 1 grâce au point du nul décroché lors de son déplacement à Sétif où il a eu à affronter le NC Magra, samedi après-midi pour le compte de la septième journée, et qui a vu l'autre grand club de la capitale, l'USM Alger, sombrer chez le MC Oran (4-0), lui qui jusque-là était invaincu, toutes compétitions confondues. Le MCA avait réussi un assez bon match dans l'ensemble et s'est donné à fond lors de cette empoignade, avec quelques belles occasions à la clé, sauf qu'il avait manqué d'efficacité devant le but. Quoique, ce nul vierge a relativement bien suffi au bonheur du Doyen, puisqu'il a conservé sa première place au classement général, avec onze points, alors que le nouveau promu NC

Magra grimpe à la 6^e place, qu'il partage ex-aequo avec le CS Constantine, avec huit points chaque club. De son côté l'USM Alger, a reçu une «déculotté» à Oran, où le MCO local lui a infligé sa première défaite de la saison, sur un score lourd de quatre buts à zéro. Et pourtant et avant cette défaite, les Rouge et Noir étaient invaincus, toutes compétitions confondues, car outre leurs quatre succès en phase de qualification de la Ligue des champions africaine, ils restaient sur deux victoires et un nul en championnat. Force est de reconnaître que le gardien Usmiste Smaïl Mansouri y était pour beaucoup dans cette débâcle, car responsable sur au moins trois des quatre buts encaissés. L'autre bonne opération du jour est mettre à l'actif de l'USM Bel-Abbès, ayant ramené une précieuse

victoire de son déplacement chez l'autre nouveau promu, l'ASO Chlef (0-1), au moment où l'US Biskra a difficilement dominé le CS Constantine (2-1). Rien ne va plus donc pour les Chéliens qui restent scotchés à la dernière place et traverse une période très difficile. Les gars de la ville de Cirta ont, de leur côté, été stoppés net avec cet échec face aux Biskris alors qu'ils resetaient sur deux succès consécutifs.

Imad M.

Résultats partiels:

NCM- MCA	0-0
MCO - USMA	4-0
ASO- USMBA	0-1
US -CSC	2-1

Montpellier

Delort touché aux adducteurs

L'attaquant de Montpellier, l'international Algérien Andy Delort s'est blessé aux adducteurs samedi lors de la victoire face à Monaco (3-1) pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1, a annoncé l'entraîneur Michel Der Zakarian. «Andy s'est fait mal à l'adducteur et à l'aîne. Il ne partira pas, en principe, en sélection. On va essayer de le soigner rapidement», a

expliqué Michel Der Zakarian. Delort s'est blessé à la 56^e minute en inscrivant le troisième but de la rencontre sur un centre du meneur de jeu Florent Mollet. Il a été remplacé peu après par le vétéran sénégalais Souleymane Camara. Delort a bénéficié seulement de dix jours de vacances au cours de l'intersaison après avoir remporté, avec l'Algérie, la Coupe d'Afrique des

nations. L'international algérien, qui aura 28 ans dans quelques jours, avait été appelé au dernier moment par le sélectionneur Djamel Belmadi, peu après avoir obtenu sa naturalisation. L'Algérie va disputer deux matches amicaux lors de la prochaine trêve internationale, dont un face à la Colombie, le mardi 15 octobre, à Lille.

Marathon international de Medghacen (Batna)

Le Marocain Aarab remporte la 10^{ème} édition

Le coureur marocain Saïd Aarab a remporté samedi la 10^{ème} édition du Marathon International de Medghacen (wilaya de Batna) en réalisant un chrono de 2h 28'12" sur une distance de 42,192 km. Quant à la seconde place, elle a été décrochée par l'Algérien Slimane Moulay, sociétaire du club de Boudouaou (Alger), avec un chrono de 2h 35'10", tandis que la troisième

place est revenue à Omar Doucene de la sélection de la sûreté de la wilaya de Bejaia. Traditionnellement co-organisé par l'association «les amis de Medghacen», la ligue de wilaya d'athlétisme et la direction de la jeunesse et des sports, ce marathon a regroupé plus de 1.300 athlètes de différentes wilayas et 11 pays d'Afrique et d'Europe. La manifestation qui s'est dérou-

lée par une belle journée ensoleillée, comprend trois courses à savoir, la course principale de Batna jusqu'au mausolée Medghacen (monument funéraire de la civilisation numide construit 3 siècles avant l'ère chrétienne) et deux autres courses dont la première s'étend sur 13 km, de Batna à Fesdis, et la seconde sur 26 km de Batna à El Madher.

Tennis / Tournoi ITF/CAT Batiche-Saïfi

Ines Bekrar sacrée

L'Algérienne Ines Bekrar a remporté le tableau simple (filles) du tournoi international ITF/CAT juniors Batiche-Saïfi, clôturé samedi au Tennis club de Sidi-Fredj (Alger), après son succès facile en finale devant la Tunisienne Wiam Boubaker par deux sets à zéro. Dans une finale à sens unique disputée en 01h15, Bekrar a remporté le premier set 6-1, avant de dominer son adversaire à nouveau au second set 6-2. «Je suis très heureuse d'avoir remporté mon premier titre

international en ITF. J'avoue que j'étais stressée car j'étais tête de série N.1 et la favorite du tournoi en simple. Le tournoi a été marqué par un bon niveau technique et à plusieurs reprises j'étais accrochée mais j'ai pu gérer les moments difficiles», a indiqué Bekrar après son sacre. Il s'agit de son deuxième titre dans cette édition 2019, après sa victoire dans le tableau double filles vendredi soir. Bekrar et la Tunisienne Ghaida Jeribi avaient en effet dominé la paire maro-

caine composée d'Aya El Aouni et de Manal Ennaciri 3-6, 6-1 (10-8). En simple garçons, le Polonais Borys Zgola s'est imposé devant son compatriote Maciej Kos par deux sets à zéro (2-0), dans un match qui a duré plus de 2 heures. «C'est un résultat très positif pour moi car il va me permettre de grignoter quelques points dans le prochain classement ITF. Je tiens à féliciter mon adversaire en finale qui est mon compatriote et mon ami. Il a très bien joué depuis l'entame de la compé-

titution et c'était compliqué pour moi de le battre en finale», a réagi le Polonais. En double garçons, l'Algérien Aymen Ali-Moussa et son coéquipier, le Marocain Mouad Naoui, avaient décroché vendredi le titre en dominant les Polonais Maciej Kos et Borys Zgola au super tie-break. Ali-Moussa et Naoui ont remporté le premier set (6-2), avant de perdre au second 6-7. Au super tie-break, l'Algérien et le Marocain se sont imposés 10-7.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Révision des listes électorales 128 000 nouveaux inscrits

Le président l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi, a annoncé, hier à Alger, les résultats préliminaires de la révision exceptionnelle des listes électorales qui prendra fin officiellement, hier soir, avec un total de 128 000 nouveaux inscrits et 40 000 cas de décès.

Lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de l'installation des coordinateurs de l'Anie au niveau des wilayas du centre, M. Charfi a affirmé que la révision exceptionnelle des listes électorales «se poursuivra jusqu'au soir», ajoutant que les résultats préliminaires de l'opération font état de «128 000 nouveaux inscrits et 40 000 cas de décès, enregistrés au niveau des communes et rectifiés lors de la révision des listes électorales, en sus de 75 390 dossiers relatifs au changement de résidence».

L'Anie procédera ultérieurement à l'annonce des chiffres définitifs de l'opération de révision, lancée le 22 septembre dernier, conformément aux dispositions de la loi organique portant régime électoral. La révision exceptionnelle des listes électorales a été lancée, conformément au décret présidentiel portant convocation du corps électoral en prévision de l'élection présidentielle du 12 décembre, signé par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, le 15 septembre dernier. M. Bensalah avait appelé les citoyens à faire de ce rendez-vous «le point de départ du processus de renouveau de notre nation et à oeuvrer avec force et massivité à la réussite de cette échéance électorale qui permettra à notre peuple d'élire le futur président, lequel aura toute légitimité pour conduire les destinées de notre pays et prendre en charge ses aspirations». «Aujourd'hui, il est temps de faire prévaloir l'intérêt suprême de la patrie sur toutes autres considérations, car elle est notre dénominateur commun et qu'il y va de l'avenir de notre pays, de nos enfants», avait affirmé le chef de l'Etat.

R. N.

Sétif

Arrestation de l'assassin d'un jeune de 24 ans

Les éléments de la Sûreté de wilaya ont procédé à l'arrestation de l'auteur présumé du meurtre d'un jeune de 24 ans, commis dans la nuit de samedi à dimanche, en plein centre-ville de Sétif, a-t-on appris du responsable de la cellule de communication de la Sûreté, le commissaire de police Abdelouhab Aïssani.

Aussitôt alertés, les agents de la police judiciaire ont procédé aux relevés nécessaires sur la scène du crime et sont parvenus «en un laps de temps court n'ayant pas excédé une heure» à l'interpellation de l'auteur présumé de l'homicide et ouvert une enquête approfondie sur les tenants de cette affaire, a précisé la même source. Le frère de la victime a affirmé, à l'APS, qu'il a été poignardé par l'assassin avec qui il venait d'avoir une légère altercation par derrière au niveau du cou, dans une station-service après avoir intervenu en faveur d'un homme âgé importuné par l'assassin présumé.

T. K.



Constantine

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes



Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (Bmpj), relevant de la Sûreté de wilaya de Constantine, ont démantelé un réseau de quatre personnes, âgées entre 23 et 34 ans, spécialisé dans le trafic de psychotropes et ce, à la zone industrielle Palma, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps de sécurité.

L'opération qui a été effectuée lors d'une patrouille des

éléments de cette brigade a permis de saisir 290 comprimés de lycra (antiépileptique), a précisé la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué.

Ce produit pharmaceutique a été découvert dans un véhicule immatriculé dans l'une des wilayas de l'est du pays, a souligné la même source, faisant savoir que trois personnes qui étaient à bord du véhicule ont été arrê-

tées. Agissant sur la base d'informations faisant état de trafic de psychotropes par des jeunes originaires de wilayas limitrophes, au niveau de leur territoire de compétences, les mêmes services ont intensifié les investigations et exploité toutes les pistes avant de mettre sur pied une souricière ayant permis d'arrêter le 4^{ème} trafiquant dans son domicile, situé dans l'une des wilayas de l'est du pays, a-t-on affirmé.

Le démantèlement de ce réseau criminel a été rendu possible grâce à l'exploitation d'informations, de renseignements ainsi que la mobilisation de moyens humains, matériels et techniques durant les différentes étapes de l'enquête, a-t-on signalé.

Un dossier juridique a été établi à l'encontre des mis en cause qui ont été présentés devant les instances judiciaires pour trafic de produits pharmaceutiques, acquisition, transport, et vente de produits pharmaceutiques utilisés de manière illégale, a indiqué la même source.

Reda A.

Ain Defla

Identification du deuxième terroriste éliminé par l'armée

Le deuxième terroriste éliminé suite à l'opération menée par des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), depuis jeudi dernier à Djebel Amrouna dans la wilaya de Ain Defla a été identifié, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée par des unités de l'ANP, depuis le 3 octobre 2019 à Djebel Amrouna, commune de Djemaât Ouled Chikh, wilaya de Ain Defla en 1^{ère} Région militaire, ayant permis d'éliminer deux dangereux terroristes et de récupérer deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et une quantité de munitions, il a été procédé à l'identification du second criminel. Il s'agit de Zitouni Ahmed alias Abou Obeïda né en 1974 à El Youssoufia, wilaya de Tissemsilt, et qui avait rallié les groupes terroristes en 1996», précise le communiqué du MDN.

Dans le même contexte et «grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a arrêté, à Tissemsilt/2^{ème} RM, un élément de soutien aux groupes terroristes», ajoute la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des garde-côtes ont intercepté, à Oran et Sidi Bel Abbès/2^{ème} RM, «cinq narcotrafiants et saisi 34,7 kg de kif traité».

Par ailleurs, des garde-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale ont mis «en échec des tentatives d'émigration clandestine de 65 personnes qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Chlef/1^{ère} RM, Ain Temouchent et Oran/2^{ème} RM, tandis que 11 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tiarét, conclut le MDN.

R. T.

ACTU...

Pour réclamer un logement à Béchar Un sexagénaire tente de s'immoler par le feu

Un sexagénaire a tenté de se suicider en s'immolant par le feu hier, devant le siège de la wilaya de Béchar, pour revendiquer un logement, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

«L'homme, un père de famille, qui a essayé de s'immoler à l'aide de l'essence, a été évacué par des agents de la Protection civile vers les urgences médico-chirurgicales de l'hôpital Tourabi Boudjemaâ», a précisé à l'APS, le capitaine Boufeldja Kadouri.

Selon une source médicale, l'homme présente des brûlures de 3^{ème} degré dans différentes parties du corps et est soumis actuellement à des soins intensifs dans la même structure hospitalière. Depuis l'affichage des listes de bénéficiaires des 770 logements publics locatifs, début octobre courant, des centaines de citoyens de la commune de Béchar organisent un sit-in devant le siège de la wilaya et de la daïra, en signe de protestation contre cette liste, a-t-on constaté.

Les protestataires revendiquent, selon des déclarations à l'APS, la révision de cette liste et l'enquête sur certains bénéficiaires qui, selon eux, «ne répondent pas» aux critères d'éligibilité à ce genre de logements sociaux.

Malgré la mise en place au siège de la wilaya de cinq cellules de cinq agents chacune pour la réception des recours de postulants dont la demande n'a pas été satisfaite, les citoyens continuent de protester, certaines familles passant même la nuit devant le siège de la wilaya pour réclamer un logement, a-t-on constaté.

Reda A.

Aéroport international d'Oran Saisie de 2 millions de DA et de devises

Les éléments de la police des frontières à l'aéroport international Ahmed Ben Bella d'Oran ont saisi samedi 2 millions de DA et des devises, a-t-on appris auprès de ce corps de sécurité.

Un passager s'appêtant à quitter le territoire national en direction de Paris (France) a été arrêté en possession de 2 millions de DA, de 2 000 dollars US et de 500 euros, a-t-on indiqué. Des procédures ont été prises à son encontre et une enquête est en cours, a-t-on ajouté.

R. T.

Ain Témouchent 73 harraga interceptés

Les unités des garde-côtes relevant du groupement territorial de Beni Saf (Ain Témouchent) ont mis en échec samedi des tentatives d'émigration clandestine de 73 personnes dans quatre opérations distinctes, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

La première opération a permis l'arrestation de 11 candidats à l'émigration clandestine sur le littoral de la commune de Bouzedjar et de déjouer une tentative d'émigration clandestine de 62 autres harraga au large de quelque miles au nord du port de Bouzedjar répartis en trois groupes, a-t-on appris du groupement territorial des garde-côtes de Beni Saf.

La plupart des candidats à l'émigration clandestine arrêtés dans ces quatre opérations, dont quatre femmes, sont originaires des wilayas de Béjaïa, Oran et Alger, a ajouté la même source.

Le matériel utilisé dans les tentatives d'émigrer clandestinement a été saisi. Les services de la Sûreté de wilaya ont ouvert une enquête sur cette affaire.

R. T.